

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice



PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'ANNEE 2017



Visa du Président
du Conseil d'Etat

Loi n° _____/2017

portant modification de certaines dispositions
de la loi n°026/2016 du 06 janvier 2017
déterminant les ressources et les charges de l'Etat
pour l'année 2017.



Le Parlement a délibéré et adopté ;

Le Président de la République, Chef de l'Etat,
promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, modifie certaines dispositions de la loi n°026/2016 du 06 janvier 2017 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017.

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE I : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

I- IMPOTS ET RESSOURCES AUTORISES

A- Autorisation de perception des ressources

Article 2 : Le Gouvernement est autorisé à percevoir les ressources correspondant aux prévisions contenues dans la présente loi en vue de couvrir les charges de l'Etat présentées en annexes.

Les ressources du budget résultent de l'application des dispositions du Code Général des Impôts, du Code et du Tarif des Douanes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en abrégé C.E.M.A.C, des emprunts, des dons prévus en 2017 et des autres produits autorisés par les textes en vigueur ou résultant des décisions de justice ou des conventions.

Article 3 : Les impôts et taxes en vigueur affectés aux collectivités locales et aux organisations communautaires restent applicables.





B- Dispositions fiscales

Dispositions du Code Général des Impôts

Article 4 : Les dispositions du Code général des impôts actuellement en vigueur sont modifiées ainsi qu'il suit :

I. IMPOT SUR LES SOCIETES

LIVRE 1- IMPOT SUR LE BENEFICE ET LE REVENU

TITRE 1- IMPOT SUR LES SOCIETES

CHAPITRE 3 : Prix de transferts

« Article 12 alinéa 1 nouveau.- Pour les sociétés qui sont sous la dépendance, de droit ou de fait, d'entreprises ou groupes d'entreprises situées hors du Gabon, ou pour celles qui possèdent le contrôle d'entreprises situées hors du territoire national, les paiements ou dépenses effectués par quelque moyen que ce soit ou toute forme d'avantages ou d'aides accordés à des tiers sans contrepartie équivalente pour l'entreprise, assimilables à des actes anormaux de gestion, constituent des transferts de bénéfices passibles de l'impôt sur les sociétés. »

CHAPITRE 6 : Paiement de l'impôt

SECTION 2: Impôt minimum forfaitaire et Minimum de perception

« Article 26 alinéa 3 nouveau- Sont également exonérées, au titre des deux premiers exercices en cas de déficit, les sociétés ou personnes morales nouvellement immatriculées, quel que soit le secteur d'activité. »

II. IMPOT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

LIVRE 1 : IMPOT SUR LES BENEFICES ET REVENUS

TITRE 2 : IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES

CHAPITRE 2 : Revenus imposables

Sous-section 4 : Plus-values des personnes physiques

« Article 127 alinéa 4.-le défaut de paiement de l'impôt sur la plus-value visée à l'alinéa précédent, le retard ou le constat d'inexactitudes donne lieu aux sanctions prévues aux articles P-1011 et suivants du Code Général des Impôts. »





Section 1 : Détermination des bénéfices ou des revenus nets des diverses catégories de revenus

Sous-section 5 : bénéfices professionnels

« Article 134 nouveau.- Les bénéfices définis aux articles 128 à 133 ci-dessus sont soumis aux régimes d'imposition suivants :

- **le régime simplifié d'imposition ;**
- **le régime réel d'imposition.**

Les articles 135, 136, 141, 142, 152 et 157 sont abrogés. »

CHAPITRE 3- Obligations déclaratives

« Article 167 ter alinéa 2.- Par dérogation à l'alinéa précédent, ce délai est prorogé au plus tard au 31 mai de l'année suivante, pour les contribuables ayant opté pour l'utilisation des téléprocédures. »

CHAPITRE 4- Calcul de l'impôt

Section 2- Impôt Minimum Forfaitaire et Minimum de Perception

« Article 175 alinéa 1 nouveau.- Le montant global de l'IRPP dû par les contribuables ne peut être inférieur à l'impôt minimum forfaitaire qui résulterait de l'application du taux de 1 % à la base de référence telle que définie ci-après ou à la somme de 500.000 FCFA correspondant au minimum de perception, dès lors que le revenu global déclaré comprend des revenus relevant des catégories suivantes :

- **bénéfices des activités industrielles, commerciales et artisanales ;**
- **bénéfices de l'exploitation agricole ;**
- **bénéfices des professions non commerciales et revenus assimilés.**

Article 175 alinéa 2 nouveau.- Les contribuables soumis à l'ISL sont exonérés de l'impôt minimum forfaitaire et du minimum de perception. »

« Article 175 alinéa 4 nouveau.- La base de référence pour le calcul de l'impôt minimum forfaitaire est constituée par le chiffre d'affaires global réalisé au cours de l'exercice fiscal d'imposition. »

« Article 175 alinéa 6 nouveau.- Par chiffre d'affaires global on entend le chiffre d'affaires brut hors taxes réalisé sur toutes les opérations entrant dans le cadre des activités de l'entreprise, y compris les produits et profits divers réalisés au cours de la même période. »

« Article 175 alinéa 7 nouveau.- Lorsque le montant de l'IRPP est inférieur à l'impôt minimum forfaitaire ou au minimum de perception, ce dernier reste acquis au Trésor Public. »





« Article 175 bis. Sont exonérées de l'impôt minimum forfaitaire et du minimum de perception, au titre des deux premiers exercices en cas de déficit, les entreprises individuelles nouvellement immatriculées, quel que soit le secteur d'activité.

L'exonération visée à l'alinéa ci-dessus ne bénéficie pas aux entreprises qui auront débuté leurs activités au moins deux ans avant leur immatriculation. »

CHAPITRE 5- Modalités de recouvrement de l'impôt

Section 2 - Précomptes de l'IRPP

« Article 178 bis alinéa 4 nouveau. - Le taux du précompte est fixé à 5% du montant brut hors taxes des loyers encaissés. Par loyers bruts encaissés, on entend le montant des recettes brutes perçues par le propriétaire, augmenté du montant des dépenses incombant normalement à ce dernier et mises par les conventions à la charge des locataires, et diminué du montant des dépenses supportées par le propriétaire pour les charges incombant aux locataires. »

III. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

CHAPITRE 2 : Modalités de calcul

Section 2 : Base d'imposition

« Article 215 alinéa 1 nouveau. La base d'imposition est constituée par toutes les sommes, valeurs, biens ou services reçus en contrepartie de l'opération, y compris les subventions ainsi que tous les frais, taxes et prélèvements de toute nature à l'exclusion de la CSS et de la TVA elle-même. »

IV. DROITS D'ENREGISTREMENT

LIVRE 4 : DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

TITRE I : DROITS D'ENREGISTREMENT

CHAPITRE 6 : Des obligations des officiers, juges, arbitres, parties et receveurs et des sanctions relatives à l'inobservation de ces obligations

Section 5- Répertoire des notaires, huissiers, greffiers, autorités administratives, commissaires-priseurs et courtiers de commerce.

« Article 530 alinéa 2.-Le défaut ou l'absence des mentions visées à l'alinéa précédent donne lieu aux sanctions prévues aux articles P-1011 et suivants du Code Général des Impôts. »





CHAPITRE 8 : De la fixation des droits

Section 2- Actes soumis aux droits proportionnels

Sous-section 6- Actes soumis au droit proportionnel de 6%

« Art. 599 alinéa 1 nouveau.- Les mutations de propriétés à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle et de convention de successeur sont soumises au droit proportionnel de 6 % auquel on ajoute une taxe additionnelle de 2 % lorsque les biens sont situés dans les communes de Libreville, Port Gentil, Owendo ou Akanda. »

« Article 603 nouveau.- Les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, les retraits exercés après l'expiration des délais convenus par les contrats de vente sous faculté de réméré et tous autres actes civils ou judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles à titre onéreux sont assujettis à un droit de 6 % auquel on ajoute une taxe additionnelle de 2 % lorsque les biens sont situés dans les communes de Libreville, Port Gentil, Owendo ou Akanda. »

V. PROCEDURES FISCALES

LIVRE 5 : PROCEDURES FISCALES

TITRE I : ASSIETTE DE L'IMPOT

CHAPITRE UNIQUE – Obligations des contribuables

SECTION 4- Obligations des personnes quittant le Gabon

« Article P 831 bis alinéa 1-1° nouveau.- La personne morale établie au Gabon est tenue de mettre à la disposition de l'administration fiscale une documentation permettant de justifier la politique de prix pratiquée dans le cadre de transactions de toute nature réalisées avec des entreprises associées établies à l'étranger visées à l'article 12 du présent code.

Cette documentation comprend :

- 1) le fichier principal, comportant des informations générales concernant la nature des activités du groupe d'entreprises multinationales ; sa politique globale en matière de prix de transfert ainsi que la répartition de ses bénéfices et de ses activités à l'échelle mondiale.

Le fichier principal est tenu à la disposition de l'Administration au plus tard à la date limite de dépôt de la déclaration fiscale pour l'exercice fiscal considéré. »

« Article P-831 bis alinéa 5 nouveau.- Les contribuables sont dans l'obligation de présenter leur documentation, sous forme dématérialisée, dans la langue officielle de la République Gabonaise. Si la documentation est tenue en langue étrangère, ils doivent en fournir une traduction certifiée par un traducteur assermenté. »





« Article P-831 ter alinéas 7, 8 et 9.- Une entité membre du groupe d'entreprises multinationales établie au Gabon qui est détenue ou contrôlée, directement ou indirectement, par une autre entité établie dans un Etat ou territoire étranger est tenue de déposer une déclaration pays par pays dans les délais visés à l'alinéa 1, si l'une des conditions suivante est remplie :

- a. elle a été désignée par le groupe à cette fin et en a informé l'administration fiscale ;**
- b. l'entité mère ultime du groupe n'est pas tenue de déposer une déclaration pays par pays dans sa juridiction de résidence fiscale ;**
- c. la juridiction où réside l'entité mère ultime a conclu un accord international mais n'a pas d'accord éligible avec le Gabon pour l'échange de la déclaration pays par pays ;**
- d. la juridiction de résidence fiscale de l'entité mère ultime a suspendu l'échange automatique, ou a négligé de façon persistante de transmettre automatiquement au Gabon, les déclarations pays par pays en sa possession.**

Toutefois, l'entité locale constitutive du groupe n'est pas tenue de déposer la déclaration pays par pays si elle peut démontrer qu'une autre entité du groupe, considérée comme entité mère de substitution située dans une juridiction ayant signé avec le Gabon un accord éligible portant sur l'échange des déclarations pays par pays, a été désignée à cette fin.

Le Groupe d'entreprises multinationales peut désigner l'une de ces entités pour remettre à l'administration fiscale la déclaration pays par pays, lorsque plusieurs entités constitutives du même Groupe d'entreprises multinationales résident au Gabon, et si une ou plusieurs conditions ci-dessus s'appliquent. »

VI. LES AUTRES DISPOSITIONS FISCALES

A. MESURES INCITATIVES EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE DU BOIS.

« Article 21 nouveau : Les entreprises remplissant les conditions prévues aux articles 18 et 19 ci-dessus sont exonérées du minimum de perception et de l'impôt sur les Sociétés, au titre des exercices fiscaux 2017 et 2018. »

« Article 25 nouveau : Toutes les entreprises des industries forestières remplissant les conditions définies aux articles 18 et 19 ci-dessus sont dispensées, pour compter de l'entrée en vigueur de la présente loi et jusqu'au 31 décembre de l'exercice 2018, du paiement de la TVA sur les consommations intermédiaires suivantes :

- les achats de carburants et des huiles utilisés exclusivement pour le fonctionnement des usines installées et des matériels roulants affectés à l'exploitation de l'entreprise ;**





- les factures de consommation d'électricité lorsque les usines sont alimentées par cette source d'énergie ;
- les achats de produits chimiques servant aux traitements et à la protection des bois ouvrés ;
- les achats de colle à bois servant à la fabrication de contreplaqués ;
- les acquisitions sur le marché intérieur ou à l'importation des équipements industriels, des matériels et outillages destinés à la construction ou au montage d'usines de transformation de bois.

Le bénéfice de la dispense de TVA s'étend également aux frais d'assistance technique facturés par l'entreprise mère à sa filiale située au Gabon, ainsi qu'à tous travaux d'entretien ou de réparation des matériels et équipements formant le complexe industriel. »

B. CONTRIBUTION A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

« Article 8 alinéa 1 nouveau. La Contribution à la Formation Professionnelle est calculée sur la masse salariale annuelle constituée par l'ensemble de la rémunération brute mensuelle perçue par chaque salarié, y compris les indemnités, primes, gratifications et tous autres avantages en argent, et en nature, avant déduction des retenues faites en vue de la constitution des pensions de retraite et des cotisations de sécurité sociale, dans la limite du plafond fixé par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS). »

« Article 10 nouveau. - La Contribution à la Formation Professionnelle est acquittée mensuellement par l'employeur auprès du Centre des Impôts compétent, conformément aux modalités prévues aux articles 95 et 96 du Code Général des Impôts. »

C. CONTRIBUTION SPECIALE DE SOLIDARITE

« Article 17 nouveau. - sont exonérés de la CSS :

- 17) les importations de biens et services directement liées à leurs activités au profit des opérateurs des secteurs minier et pétrolier ;
- 18) les cahiers et manuels scolaires ;
- 19) les opérations de transport international ;
- 20) les exportations ;
- 21) les ventes de gaz butane, gasoil, essence, pétrole. »

« Article 22 nouveau. - La CSS est exigible à l'encaissement quelle que soit la nature de l'opération. »

L'article 23 est abrogé.





« Article 24 nouveau. - La base d'imposition à la CSS est constituée par toutes les sommes, valeurs, biens ou services reçus en contrepartie de l'opération, y compris les subventions ainsi que tous les frais, taxes et prélèvements de toute nature, à l'exclusion de la TVA et de la CSS elle-même. »

Sont également exclues de la base imposable ci-dessus, les opérations liées directement aux activités minières et pétrolières dont la liste est établie par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Economie et selon le cas, du ministre chargé des Mines, ou du Ministre chargé Pétrole.

Les sous-traitants sont autorisés à facturer leurs prestations et ventes en exonération de la CSS, lorsque ces dernières sont réalisées au profit des opérateurs des secteurs minier et pétrolier et sont directement liées aux activités de ces secteurs. »

« Article 26 nouveau. - Le montant de la CSS est payé directement et spontanément au plus tard le 20 de chaque mois, par le redevable au Centre des Impôts compétent.

Pour les fournisseurs de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics et des sociétés d'Etat, la CSS est retenue à la source lors du règlement des factures.

La CSS facturée à un client assujetti à la TVA est retenue à la source et reversée par ce dernier auprès du Centre des Impôts compétent pour le compte de son fournisseur. »

« Article 27 nouveau. - Le produit des paiements visés à l'article 26 ci-dessus est transféré au compte de la CNAMGS ouvert à la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, au plus tard le 30 du même mois. »

« Article 29 nouveau.- Pour les redevables non-résidents, la CSS, retenue à la source, doit être payée par la personne cliente pour le compte de la personne n'ayant pas au Gabon un établissement stable ou une installation professionnelle permanente.

Le défaut de la retenue à la source, le retard, le défaut de déclaration, le constat d'inexactitudes ou le défaut de reversement donnent lieu aux sanctions prévues aux articles P-996 et suivants du Code Général des Impôts. »

L'article 31 est abrogé.

« Article 32 nouveau.- Le montant acquitté au titre de la CSS est déductible pour la détermination du bénéfice ou revenu imposable à l'impôt sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. »





« **Article 34 nouveau.** - La redevance obligatoire à l'assurance maladie instituée par la loi de finances de l'année 2008 est supprimée.

Cette suppression prend effet rétroactivement pour compter du 15 mars 2017. »

D. IMPOT SYNTHETIQUE LIBERATOIRE (ISL)

« **Article 13-i alinéa 5.-** Les professions et activités non expressément visées par la présente loi sont imposables par assimilation. »

« **Article 13-k nouveau.-** L'ISL ne s'applique pas :

- aux personnes physiques soumises à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales ;
- aux personnes physiques qui effectuent des ventes ou des locations d'immeubles ;
- **aux courtiers et agences de voyages ;**
- **aux planificateurs industriels ;**
- **aux commissionnaires en douanes et commissionnaires en marchandises ;**
- **aux loueurs de véhicules et aux locations d'hôtel. »**

3- Tarifs et liquidation

« **Article 13-I alinéa 2 nouveau :** Les tarifs de l'ISL sont déterminés selon la nature de l'activité conformément au tableau ci-après :





Tableau des tarifs de l'impôt synthétique libératoire (1/6)

PROFESSIONS (Ordre alphabétique)	LBV,POG, FCV,OWD,AKA	Autres communes	Départements
VENTE EN LIGNE (Achat mobile & produits assimilés)	185 000	185 000	150 000
ACHETEUR DE CACAO , sans établissement fixe (patente établie par commune ou par département).....	132 000	132 000	132 000
ACHETEUR DE PRODUITS DU CRU , sans établissement fixe (patente établie par commune ou par département)	132 000	132 000	132 000
AFFAIRES (Agent d')			
Employant plus d'une personne.....	297 000	297 000	297 000
Employant une personne.....	231 000	231 000	231 000
Travaillant seul.....	203 500	203 500	176 000
APPAREILS A JEUX (location de).....	231 000	231 000	231 000
ARTISAN (charpentier, couvreur, écailliste, voirier, maçon, menuisier, peintre en bâtiment, plombier, teinturier, etc.)			
employant 1 à 5 personnes.....	137 500	137 500	126 500
travaillant seul.....	88 000	88 000	82 500
NOTA : au-dessus de cinq personnes, voir entrepreneur de travaux ou exploitant un atelier			
ATELIER (exploitant un)	203 500	203 500	176 000
NOTA : celui qui emploie moins de 6 personnes est classé comme « ARTISAN »			
ATELIER MECANOGRAPHIQUE	297 000	297 000	297 000
BETAIL (marchand de).....	137 500	137 500	126 500
BIJOUTIER – HORLOGER :			
- vendant des objets importés par lui	231 000	231 000	231 000
- vendant des objets non fabriqués par lui et n'important pas.....	203 500	203 500	176 000
- vendant des objets fabriqués par lui et n'important pas.....	137 500	137 500	126 500
BLANCHISSEUR (VOIR ARTISAN)			
BOIS DE CHAUFFE OU DE CHAUFFAGE (marchand de)			
- vendant à des clients autres que les bateaux de passage.....	88 000	88 000	82 500
- ne vendant qu'à des bateaux de passage.....	48 400	48 400	41 800
-vendant au petit détail.....	38 500	38 500	35 200
BOISSONS LOCALES (fabricant de).....	38 500	38 500	35 200





Tableau des tarifs de l'Impôt Synthétique Libérateur (2/6)

PROFESSIONS (Ordre alphabétique)	LBV,POG, FCV,OWD,AKA	Autres communes	Départements
BOUCHER CHARCUTIER			
Importateur ayant boutique ou installation fixe dans un centre.....	297 000	297 000	297 000
- ayant boutique ou installation fixe dans un centre et n'important pas.....	203 500	203 500	176 000
- vendant dans un centre sans boutique ni installation fixe.....	88 000	88 000	82 500
- vendant hors d'un centre sans boutique ni installation fixe.....	38 500	38 500	35 200
BOULANGER :			
-employant des moyens mécaniques.....	187 000	187 000	187 000
- sans moyens mécaniques employant cinq personnes.....	137 500	137 500	126 500
- sans moyens mécaniques employant moins de cinq personnes....	48 400	48 400	41 800
BRIQUETERIE (VOIR ATELIER)			
BROCANTEUR :			
-important	250 000	230 000	165 000
- n'important pas.....	165 000	88 000	82 500
CABINET MEDICAL (accoucheur, 1^{er} soins, etc)			
- Avec hospitalisation.....	230 000	200 000	165 000
- Sans hospitalisation.....	200 000	185 000	120 000
CAFE titulaire d'une licence de 1^o classe			
- faisant dancing	781 000	473 000	324 500
- ne faisant pas dancing.....	231 000	143 000	126 500
CAFE -RESTAURANT, titulaire d'une licence de 1^oclasse			
- faisant dancing	836 000	528 000	379 500
- ne faisant pas dancing	330 000	231 000	203 500
CAFE -RESTAURANT, non titulaire d'une licence de 1^oclasse	160 000	80 000	65 000
CAFE -RESTAURANT, BAR titulaire d'une licence de 3^oclasse			
- faisant dancing	588 000	380 000	300 000
- ne faisant pas dancing	335 200	247 500	225 500
CASSETTES PRE- ENREGISTREES (Location de).....	187 000	187 000	187 000
CHARBON DE BOIS au petit détail (marchand de).....	38 500	38 500	35 200
CHARCUTIER (VOIR BOUCHER)			
CHARPENTIER (VOIR ARTISAN)			
COIFFEUR AMBULANT.....	38 500	38 500	35 200
COIFFEUR POUR DAME	99 000	99 000	88 000
COIFFEUR POUR HOMMES	55 000	55 000	44 000
COLIS FAMILIAUX (expéditeur de).....	137 500	137 500	126 500





Tableau des tarifs de l'Impôt Synthétique Libérateur (3/6)

PROFESSIONS (Ordre alphabétique)	LBV,POG, FCV,OWD,AKA	Autres communes	Départements
COMMERCANT AU DETAIL			
- en vrac et ambulant.....	176 000	176 000	154 000
- épicerie sans boucherie.....	181 500	154 000	148 500
- épicerie avec boucherie.....	200 000	170 000	150 000
- épicerie avec boucherie et licence de 4 ^{ème} classe	238 000	208 000	180 000
- prêt à porter (n'important pas).....	220 000	181 500	181 500
- prêt à porter (avec importation).....	296 000	266 000	266 000
- produit de beauté.....	220 000	181 500	181 500
- produit de beauté (avec importation).....	296 000	266000	266 000
COMMERCANT AU DETAIL DE POISSONS.....	137 500	137 500	126 500
COMMERCANT AU PETIT DETAIL (en vrac et ambulant)			
- dont le stock est compris entre 100.000 et 500.000francs.....	137 500	110 000	104 500
- dont le stock est inférieur à 100.000 francs..	48 400	48 400	41 800
vendant des boissons alcoolisées.....	44 000	33 000	27 500
COMMERCANT REGRATTIER.....	38 500	38 500	35 200
CORDONNIER, MAROQUINIER :			
- important tout ou partie des produits nécessaires à la fabrication..	137 500	137 500	126 500
- n'important pas (VOIR ARTISAN)			
- ambulant.....	38 500	38 500	35 200
COUTURIERE AYANT UN ETABLISSEMENT DE VENTE	99 000	99 000	88 000
COUTURIERE EN CHAMBRE.....	38 500	38 500	35 200
COUTURIER, TAILLEUR AMBULANT	44 000	38 500	33 000
COUVREUR (VOIR ARTISAN)			
CULTURE PHYSIQUE (salle de...).....	203 500	203 500	176 000
CYBERCAFE	231 000	231 000	198 000
DANCING (VOIR CAFE)			
DETAIL (magasin de) voir COMMERCANT			
ECAILLEUR DE POISSONS.....	44 000	38 500	38 500
ECOLE DE DANSE GYMNASTIQUE (tenant une)	137 500	137 500	126 500
ECRIVAIN PUBLIC.....	38 500	38 500	35 200
EDITEUR.....	137 500	137 500	126 500
ENSEIGNEMENT (Etablissement d')			
- Primaire et pré-primaire			
Avec cantine.....	250 000	200 000	150 000
Sans Cantine.....	160 000	150 000	100 000
- Secondaire.....	250 000	200 000	150 000
- Prépa (Examens).....	250 000	250 000	200 000
ESTHETICIENNE	121 000	121 000	110 000
EXECUTION (Agent d').....	137 500	137 500	126 500





Tableau des tarifs de l'Impôt Synthétique Libérateur (4/6)

PROFESSIONS (Ordre alphabétique)	LBV,POG, FCV,OWD,AKA	Autres communes	Départements
EXPERTISE AUTOMOBILE (tenant un cabinet)	66 000	66 000	66 000
EXPORTATEUR (voir IMPORTATEUR).....	297 000	297 000	297 000
FABRIQUE (exploitant une).....	203 500	203 500	176 000
FERAILLE (marchand de).....	242 000	242 000	242 000
FLEUR (Vente de) Ambulant	185 000	105 000	65 000
FONDS DE COMMERCE , installations industrielles ou commerciales (loueur de).....	203 500	203 500	176 000
FORESTIER (exploitant) réalisant par chantier un chiffre d'affaires annuel :			
FORESTIER (exploitant) réalisant par chantier un chiffre d'affaires annuel :			
- compris entre 20 et 50 millions.....	231 000	231 000	231 000
- compris entre 5 et 20 millions.....	203 500	203 500	176 000
- inférieur à 5 millions.....	137 500	137 500	126 500
FRIPIER	165 000	125 000	105 500
FRIPIER (avec importation).....	250 000	188 000	162 500
GARAGISTE OU MECANICIEN :			
- important uniquement les pièces détachées produits nécessaires aux réparations.....	203 500	203 500	176 000
- n'important pas.....	137 500	137 500	126 500
GARDERIE D'ENFANTS (tenant une).....	137 500	137 500	126 500
GUIDE DE CHASSE	137 500	137 500	126 500
HORLOGER (voir BIJOUTIER)			
HOTEL non titulaire d'une licence :			
- disposant de + de 10 chambres.....	203 500	203 500	176 000
- disposant de – de 10 chambres.....	137 500	137 500	126 500
HOTEL titulaire d'une licence :			
- disposant de + de 10 chambres.....	250 000	238 000	200 000
- disposant de – de 10 chambres.....	170 000	170 000	150 000
IMPRIMERIE (voir ATELIER).....	-	-	-
INFIRMIER ou INFIRMIERE travaillant à domicile.....	137 500	137 500	126 500
INSTITUT DE BEAUTE	132 000	132 000	121 000
INTERPRETE – TRADUCTEUR	137 500	137 500	126 500
IVOIRIER (voir ARTISAN)	-	-	-
JEUX (Salle de)	180 000	150 000	120 000
KIOSQUE DE JOURNAUX (tenant un).....	88 000	88 000	82 500
LIBRAIRE ou PAPETIER :			
- importateur.....	297 000	297 000	297 000
- n'important pas.....	137 500	137 500	126 500
MAÇON (voir ARTISAN)	-	-	-
MAGASIN GENERAL (exploitant un) :			
- importateur.....	370 000	370 000	370 000
- n'important pas.....	297 000	297 000	297 000





Tableau des tarifs de l'Impôt Synthétique Libérateur (5/6)

PROFESSIONS (Ordre alphabétique)	LBV,POG, FCV,OWD,AKA	Autres communes	Départements
MAIN D'ŒUVRE (location de)	231 000	231 000	231 000
MANICURE	121 000	121 000	110 000
MANUFACTURE (exploitant une)	159 500	159 500	132 000
MANUTENTION FLUVALE	220 000	220 000	198 000
MARCHAND AMBULANT :			
1) sur bateau, embarcation ou pinasse à vapeur à moteur ou à voile (a).....	60 500	60 500	60 500
2) avec camion automobile (a)	60 500	60 500	60 500
3) avec voiture automobile (a)	55 000	55 000	47 300
4) sur pirogue (a)	47 300	47 300	47 300
5) par chemin de fer (a)	47 300	47 300	47 300
6) à pied ou avec animaux porteurs (a).....	47 300	47 300	40 700
7) vendant des objets de curiosité (a).....	47 300	47 300	47 300
MARCHANDS CASSEURS (épaves de véhicules).....	176 000	176 000	176 000
MAROQUINIER (voir CORDONNIER)	55 000	55 000	55 000
MASSEUR, MASSEUSE	176 000	176 000	165 000
MATERIEL ET MOBILIER D'OCCASION	297 000	297 000	231 000
MECANICIEN (voir GARAGISTE)			
MESSAGERIE EXPRESS (entreprise de).....	203 500	203 500	176 000
MEUBLES :			
Fabricant de.....	203 500	203 500	176 000
- Loueur de.....	48 400	48 400	41 800
ORFEVRE (voir BIJOUTIER)			
ORTHOPHONISTE	137 500	137 500	126 500
PAPETIER (voir LIBRAIRE)			
PATISSIER	297 000	297 000	297 000
PAYSAGISTE , entrepreneur de jardins.....	137 500	137 500	126 500
PEDICURE	121 000	121 000	110 000
PEINTRE en bâtiment (voir ARTISAN)	66 000	66 000	66 000
PHOTOGRAPHE :			
- importateur avec Ets. fixe	297 000	297 000	297 000
- n'important pas avec Ets. fixe.....	203 500	203 500	176 000
- sans établissement fixe.....	48 400	48 400	41 800
PLATS CUISINES A EMPORTER (vente sur la voie publique)	192 500	192 500	170 500
PLOMBIER (voir ARTISAN)			
PRESSING (voir ARTISAN)			
PRODUIT DU CRU (voir ACHETEUR – VENDEUR)			
PROSPECTION (Entreprise).....	330 000	330 000	330 000
REPRESENTANT DE COMMERCE	137 500	137 500	126 500
RESTAURANT (voir CAFE -RESTAURANT)			
RESTAURANT AMBULANT (véhicule et licence 3ème classe)	401 500	313 500	302 500





Tableau des tarifs de l'Impôt Synthétique Libérateur (6/6)

PROFESSIONS (Ordre alphabétique)	LBV,POG,FCV OWD, AKA	Autres communes	Départements
RESTAURANT TITULAIRE D'UNE LICENCE DE 3° CL...	335 500	247 500	225 500
SALLE (Location de)	536 000	328 000	279 500
SCIERIE MECANIQUE (voir ATELIER)			
SOINS MEDICAUX (exercice ambulancier de).....	137 500	99 000	396 000
SYNDIC DE FAILLITE	137 500	137 500	126 500
TAILLEUR			
1) ayant boutique.....	99 000	99 000	88 000
2) sans boutique.....	44 000	44 000	40 700
TANNEUR (voir ARTISAN)			
TAXI (Exploitant individuel)	110 000	110 000	110 000
TAXIBUS URBAIN (Exploitant individuel)	275 000	275 000	275 000
TELEBOUTIQUE			
- 1 à 3 boîtes, par boîte	110 000	110 000	110 000
- plus de 3 boîtes	121 000	121 000	88 000
TRADIPRATICIEN :			
- exploitant en clinique avec lit.....	137 500	132 000	66 000
- exploitant en clinique sans lit.....	93 500	88 000	44 000
TRAITEUR	231 000	231 000	231 000
TRANSPORTS TERRESTRES (entrepreneur individuel de)			
- par autobus	220 000	220 000	220 000
- par camion	330 000	330 000	330 000
- par camionnettes « TM »	110 000	110 000	110 000
TRAVAUX (entrepreneur de)	242 000	242 000	242 000
USINE (exploitant une), (voir ATELIER pour les T. V)	407 000	407 000	407 000
VANNIER	71 500	71 500	66 000
VEHICULES (laveurs de).....	66 000	66 000	66 000
- avec gardiennage.....	166 000	166 000	166 000
VENDEURS DE PRODUITS du cru , y compris le cacao, sans établissement fixe, (en tant que vendeur de produit du cru) - Dans la commune ou le département (patente établie par commune ou département).....	66 000	66 000	44 000
VENTE des boissons alcoolisées			
- à emporter.....	275 000	165 000	110 000
- à consommer sur place.....	99 000	66 000	44 000
VIDANGE (entreprise de).....	187 000	187 000	187 000

E. REDEVANCE AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE

Article 5 : Il est institué une Redevance Audiovisuelle et Cinématographique, en abrégé RAC.





CHAMP D'APPLICATION

Personnes imposables

Article 6 : La Redevance Audiovisuelle et Cinématographique (**RAC**) est due par tout opérateur du secteur de la communication audiovisuelle, notamment :

- tout opérateur du secteur privé de la communication audiovisuelle et numérique ;
- tout distributeur de services de médias audiovisuels qui fournissent un service au Gabon ;
- tout importateur, vendeur ou revendeur de postes téléviseurs ;
- toute personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la communication écrite et de l'édition.

Exonérations

Article 7 : Sont exonérées de la RAC, les personnes physiques disposant d'un appareil récepteur de la télévision ou un dispositif assimilé dans un local ou dans une habitation.

TARIFS ET TAUX

Tarifs

Article 8 : La contribution forfaitaire annuelle, due au titre de la RAC, est fixée ainsi qu'il suit :

- 500 000 FCFA par personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la communication écrite et de l'édition ;
- 1 000 000 FCFA par personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la presse en ligne ;
- 2 500 000 FCFA par personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la radiodiffusion ;
- 5 000 000 FCFA par personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la télévision.

Article 9 : Les distributeurs de services de médias audiovisuels de droit privé sont soumis au paiement mensuel d'une contribution fixe de 1500 FCFA par abonné, au titre de la Redevance Audiovisuelle et Cinématographique.

Article 10 : Les importateurs, vendeurs ou revendeurs de postes téléviseurs sont soumis au paiement contre quittance d'une vignette fixée comme suit :

- 30 000 FCFA par écran, pour les téléviseurs de 30 à 42 pouces ;
- 50 000 FCFA par écran, pour les téléviseurs de plus de 42 pouces.





Article 11 : La vignette est délivrée par les services de Gabon Télévision et apposée à l'arrière de chaque poste téléviseur.

Le modèle de la vignette est approuvé par arrêté conjoint des ministres chargés de l'Economie et de la Communication.

Taux

Article 12 : Sont soumis au paiement d'une contribution proportionnelle correspondant à 5% du chiffre d'affaires publicitaire du trimestre précédent, au titre de la redevance audiovisuelle et cinématographique, les entreprises privées de communication écrite, en ligne, de communication audiovisuelle, d'édition et de distribution de programmes médias.

Article 13 : Les opérateurs visés à l'article 10 ci-dessus sont tenus, préalablement à tout paiement, de déclarer leur chiffre d'affaires dans un délai de 10 jours suivant le terme du trimestre, auprès des services compétents de Gabon Télévision.

MODALITES ET OBLIGATION DECLARATIVES

Article 14 : La contribution annuelle visée à l'article 8 ci-dessus est payable et reversée spontanément, au plus tard le 30 janvier de l'année qui suit celle au titre de laquelle elle est due, à la Recette du Centre des Impôts, accompagnée d'une déclaration sur un imprimé fourni par l'administration.

Article 15 : La contribution fixe visée à l'article 9 ci-dessus est payable auprès de la Recette du Centre des Impôts territorialement compétent, au plus tard le 10 du mois suivant le mois échu, accompagné d'une déclaration du parc d'abonnés, sur un imprimé fourni par l'administration.

Article 16 : La contribution proportionnelle visée à l'article 10 ci-dessus est payable trimestriellement auprès de la Recette du Centre des Impôts territorialement compétent, au plus tard le 10 du mois suivant la date de déclaration du chiffre d'affaires, sur un imprimé fourni par l'administration.

Article 17 : Le produit de la vignette visée à l'article 11 ci-dessus est recouvré par les services de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, au moment du dédouanement des téléviseurs.

CONTROLE ET CONTENTIEUX

Article 18 : Le contrôle et le contentieux de la Redevance Audiovisuelle et Cinématographique sont soumis aux dispositions du Code Général des Impôts en la matière.





SANCTIONS

Article 19 : Sans préjudice des sanctions prévues par les autres textes en vigueur, les contrevenants aux dispositions de la présente loi encourent, après mise en demeure non suivie d'effet, les sanctions pécuniaires suivantes :

- une pénalité pécuniaire de 10% des sommes dues par mois de retard durant les trois premiers mois ;
- au-delà de 3 mois de retard, il est fait application des sanctions fiscales et pénales prévues par le Titre 4 du Code Général des Impôts.

AFFECTATION

Article 20 : Le produit de la Redevance Audiovisuelle et Cinématographique est reversé dans un compte ouvert à la Caisse de Dépôts et Consignations, au profit du Compte d'Affectation Spéciale intitulé « Promotion audiovisuelle et cinématographique ».

Article 21 : Le détail de la répartition des recettes et des dépenses du Compte d'Affectation Spéciale visé à l'article 20 ci-dessus, est décliné chaque année dans le Projet Annuel de Performance en abrégé PAP y relatif annexé à la loi de finances.

Dispositions du Code des Douanes

Article 22 : Conformément à l'article 41 de l'Acte 2/92-UDEAC-556-SE1 du 30 avril 1992 portant révision de l'Acte n°13/65-UDEAC-35 fixant les conditions d'application de l'article 241 du Code des Douanes de l'UDEAC, les franchises accordées à titre exceptionnel par les Ministres des Finances ou les Directeurs Nationaux des douanes sont supprimées.

Article 23 : Aucune exonération de droits et taxes lors de l'importation des marchandises ne peut être accordée sans autorisation d'une loi de finances. La proposition d'exonération des droits et taxes à l'importation doit préciser les pertes de recettes liées aux dérogations fiscales accordées évaluées par l'administration des Douanes et Droits Indirects.

Article 24 : Les dispositions du Code et du Tarif des Douanes de la C.E.M.A.C actuellement en vigueur sont complétées ainsi qu'il suit :

Article 25 : Le taux des droits et taxes de sortie applicables sur la valeur FOB des exportations, par des exploitants non conventionnés, de l'or et de ses déchets est fixé à 5%.

Article 26 : Le taux des droits et taxes de sortie applicables sur la valeur FOB des exportations de manganèse est fixé à 3%.

Article 27 : Le taux des droits et taxes de sortie applicables sur la valeur FOB des exportations de silicomanganèse est fixé à 3%.





C- Dispositions diverses

Article 28 : L'affectation d'une recette, ainsi que l'autorisation de la percevoir, au profit d'un fonds ou d'un établissement public ou organisme assimilé, n'est autorisée que par une loi de finances.

Article 29 : Les établissements publics et organismes assimilés bénéficiant de recettes affectées ou générant des recettes propres, et n'ayant pas fait l'objet d'un compte spécial, ne bénéficient de celles-ci qu'après justification de l'usage des crédits perçus au cours de l'exercice budgétaire précédent. Cette justification se traduit par une certification des comptes de l'établissement public.

En sus de cette certification, l'établissement public est tenu de produire les documents ci-après :

- la décision du Conseil d'Administration relative au budget et à son exécution ;
- le plan d'utilisation assis sur le contrat annuel de performance co-signé par le responsable de l'établissement public et du responsable de programme concerné ;
- l'ordre de recette attestant du reversement des ressources mobilisées ;
- l'arrêté conjoint du ministre ordonnateur et du ministre en charge du Budget précisant la clé de répartition.

Article 30 : Tous les établissements publics et organismes assimilés générant ou recouvrant des recettes sont tenus de les déclarer auprès des services compétents des ministères en charge du Budget et de l'Economie.

Toutes les recettes recouvrées ou perçues par les établissements publics ou assimilés sont déposées dans un compte ouvert au Trésor Public. Aucune de ces recettes ne peut être domiciliée dans un établissement bancaire ou financier privé. L'utilisation de ces recettes est subordonnée au respect des dispositions de l'article 29 ci-dessus.

II- EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 31 : Les dispositions de l'article 42, contenues dans la loi de finances n°026/2016 du 6 janvier 2017 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017, sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

« **Article 42 nouveau :** Les recettes budgétaires sont évaluées et arrêtées à **mille sept cent quatorze milliards six cent seize millions sept cent soixante-six mille trois cent trente-six (1.714.616.766.336) FCFA dont quatre milliards huit cent sept millions quatre cent trois mille (4.807.403.000) FCFA** au titre des dons.

Ces recettes sont réparties ainsi qu'il suit (en millions de FCFA) :





Tableau synthèse de l'évaluation des recettes budgétaires

	LFI 2017	PLFR 2017	Ecart LFI 2017/PLFR 2017	
Titre 1 : Recettes fiscales	1 289 076	1 026 167	- 262 909	-20,4%
Titre 2 : Dons, legs et fonds de concours	-	4 807	4 807	
Titre 3 : Cotisations sociales	50 008	43 102	- 6 906	-13,8%
Titre 4 : Autres recettes	519 316	640 540	121 224	23,3%
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 858 401	1 714 617	- 143 784	-7,7%

Le détail de ces recettes, sans affectation préalable, se présente en millions de FCFA, comme suit :

Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (1/2)

Article	Nature de la recette	LFI 2017	PLFR 2017	Ecart LFI 2017/PLFR 2017	
	TITRE 1 : RECETTES FISCALES	1 289 076	1 026 167	-262 909	-20%
0.100	Impôts sur les sociétés (0101 - 0119)	263 861	202 185	-61 675	-23%
0.103	Sociétés pétrolières	41 000	6 850	-34 150	-83%
0.104	Sociétés minières	2 448	32 466	30 018	1226%
0.105	Retenues à la source	48 178	38 328	-9 849	-20%
0.119	Autres sociétés	172 235	124 541	-47 694	-28%
0.120	Impôts sur les personnes (0121 - 0139)	220 985	135 823	-85 162	-39%
0.121	Impôts sur le revenu des personnes physiques	31 995	26 051	-5 944	-19%
0.124	Acomptes versés par les salariés	140 278	72 788	-67 490	-48%
0.127	Taxe complémentaire sur les salaires	46 487	35 505	-10 982	-24%
0.128	Impôts forfaitaires sur le revenu	2 216	1 460	-756	-34%
0.139	Autres impôts sur les personnes	8	19	11	140%
	Taxe de formation professionnelle	0	6 432	6 432	-
0.130	Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers	27 337	26 130	-1 207	-4%
0.160	Droits et taxes sur la propriété	31 378	27 526	-3 852	-12%
0.147	Droits de mutations	15 246	16 122	876	6%
0.163	Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	16 132	11 404	-4 728	-29%
0.180	Taxes sur les biens et services	370 144	296 177	-73 967	-20%
0.181	Redevance d'Usure de la Route	34 572	16 724	-17 848	-52%
0.183	Taxe sur les carburants	2 443	3 101	658	27%
0.184	Taxe sur la valeur ajoutée	292 196	230 806	-61 390	-21%
0.186	Droits d'accises	13 103	13 820	717	5%
0.188	Taxe sur les jeux de hasard	612	739	127	21%
0.189	Taxe sur les Transferts	6 553	5 240	-1 313	-20%
0.190	Redevance Obligatoire à l'Assurance Maladie	15 883	0	-15 883	-100%
0.156	Taxes divers (contrats d'assurances, autres)	4 781	6 578	1 796	38%
0.190	Contribution Spéciale de solidarité	0	14 795	14 795	-
	Redevance audiovisuelle	0	4 376	4 376	-





Tableau détaillé de l'évaluation des recettes budgétaires (2/2)

0.300	Droits et taxes de douanes	368 293	320 998	-47 296	-13%
0.301	Droits et taxes à l'importation	341 605	302 002	-39 602	-12%
	dont Taxe communautaire d'Intégration	0	6 262	6 262	-
	Contribution Communautaire d'Intégration	0	3 219	3 219	-
	Prélèvement OHADA	0	411	411	-
	Redevance informatique	0	13 975	13 975	-
0.359	Droits et taxes à l'exportation	26 689	18 995	-7 693	-29%
	Autres recettes fiscales	7 078	10 896	3 818	54%
0.138	Pénalités sur le revenu et les bénéfices	2 781	4 044	1 263	45%
0.192	Autres taxes	4 298	6 852	2 555	59%
0.400	TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	0	4 807	4 807	-
	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS		4 807	4 807	-
	TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES	50 008	43 102	-1 906	-4%
	Prestations sociales	25 406	24 602	- 804	-3,2%
	Cotisations Pensions	24 602	18 500	- 6 102	-24,8%
	TITRE 4 : AUTRES RECETTES	519 316	640 540	121 224	23%
0.210	Revenus des participations	23 746	23 725	-20	0%
0.211	Participations dans les sociétés pétrolières	10 000	2 700	-7 300	-73%
0.213	Participations dans les autres sociétés	13 746	21 025	7 280	53%
0.250	Revenus du domaine foncier	3 374	722	-2 652	-79%
0.260	Revenus du domaine pétrolier	427 594	510 532	82 937	19%
0.261	Redevance pétrolière	213 163	233 008	19 845	9%
0.262	Contrat de partage	200 032	262 564	62 532	31%
0.265	<i>dont recettes affectées aux fluctuations des prix des produits raffinés</i>	58 888	18 638	-40 250	-68%
0.263	Redevance superficière	1 900	1 900	0	0%
0.264	Boni sur attribution de permis	12 500	13 060	560	4%
0.270	Revenus du domaine minier	5 581	3 267	-2 313	-41%
0.290	Revenus du domaine forestier	4 560	3 978	-582	-13%
0.300	Recettes diverses non fiscales	54 462	48 316	-6 146	-11%
0.310	Recettes de régies (R7 affectées)	21 936	18 025	-3 910	-18%
	. PATENTES	4 979	4 013	-966	-19%
	. LICENCES	851	561	-290	-34%
	. FONCIER BATI	6 831	6 018	-813	-12%
	. FONCIER NON BATI	551	703	152	28%
	. FOND NATIONAL DE L'HABITAT	8 724	6 731	-1 993	-23%
0.339	Autres recettes	32 526	30 290	-2 236	-7%
	Ventes de biens et services	0	50 000	50 000	-
	TOTAL RECETTES PROPRES	1 858 401	1 714 617	- 143 784	-7,7%

III- AFFECTATION DES RECETTES

A- Dispositions relatives aux collectivités locales et aux établissements publics

Article 32 : L'ensemble des ressources des collectivités publiques est affecté au financement de l'ensemble de leurs charges.





Article 33 : Sont déclassées comme recettes affectées et reversées au budget général les recettes ci-après :

- la taxe complémentaire sur les salaires ;
- la taxe sur les transferts ;
- les taxes diverses (contrats d'assurances, autres).

Article 34 : les recettes visées à l'article 31 ci-dessus, sont réparties entre le budget général et les autres comptes du budget de l'Etat, ainsi qu'il suit :



Tableau d'Affectation des Recettes

Nature de Recettes	Etat	Collectivités locales	ANGTI	CNAMGS	Fonds de péréquation	CAS Promotion du Sport	ANPN	CDC	CAS Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	CAS Formation Professionnelle	CEMAC	OHADA	Autres
Impôts sur le revenu des personnes physiques	87.5%	11%			2.5%								
Acornptes versés par les salariés	87.5%	11%			2.5%								
Taxe complémentaire sur les salaires	100%		0%										
Impôts forfaitaires sur le revenu	72%	28%											
Autres impôts sur les personnes	95%												5%
Taxe de formation professionnelle	0%								100%				
Redevance d'Usure de la Route	37%		62%										
Taxe sur les carburants	0%	100%											
Taxe sur la valeur ajoutée	100%												
Droits d'accises	49%					51%							
Taxe sur les jeux de hasard	0%					80%	20%						
Taxe sur les Transferts	100%			0%									
Taxes diverses (contrats d'assurances, autres)	100%		0%										
Contribution Spéciale de solidarité	0%			100%									
Redevance audiovisuelle	0%								100%				
Taxe communautaire d'In tégration	0%										100%		
Contribution Communautaire d'In tégration	0%										100%		
Prélèvement OHADA	0%											100%	
Redevance informatique	0%												100%
Pénalités sur le revenu et les bénéfices	0%												100%
PATENTES	15%	85%											
LICENCES	15%	85%											
FONCIER BATI	15%	85%											
FONCIER NON BATI	15%	85%											
FONDS NATIONAL DE L'HABITAT	75%							25%					





B- Dispositions relatives aux organismes internationaux

Article 35 : Les recettes de l'État rétrocédées directement au profit des organismes internationaux auxquels le Gabon est affilié, en vue de couvrir leurs charges, sont imputées aux comptes correspondants ouverts dans les livres du Trésor.

Il s'agit notamment :

- de la contribution communautaire d'intégration (CCI) ;
- de la taxe communautaire d'intégration (TCI) ;
- de la contribution au profit de l'OHADA.

C- Dispositions relatives aux Budgets annexes et aux Comptes Spéciaux

Article 36 : Les dispositions relatives aux budgets annexes et comptes spéciaux sont complétées et modifiées comme suit :

Article 37 : Les recettes collectées au profit des comptes spéciaux, en vue de couvrir leurs charges, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 38 : Les Compte d'Affectation Spéciale intitulés « Pensions », « Prestations Familiales et Sociales » et « Promotion du Sport » ouverts dans la loi de finances 2017 initiales, restent inchangés.

Article 39 : Il est créé un Compte d'Affectation Spéciale intitulé « Promotion Audiovisuelle et Cinématographique » destiné au développement de l'audiovisuel et de la cinématographie.

Article 40 : Le Compte d'Affectation Spéciale intitulé « Promotion Audiovisuelle et Cinématographique », retrace :

En recettes :

- la redevance audiovisuelle et cinématographique instituée par l'article 5 de la présente loi ;
- les dons accordés par les collectivités locales et les organismes publics ou privés ;
- le produit des prestations générées par le secteur audiovisuel et cinématographique.

En dépenses :

- le financement des actions de développement et de promotion des industries de la communication et de la cinématographie ;
- la réalisation d'infrastructures et d'équipements de communication et de la cinématographie.

Article 41 : Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé « Formation pour l'Emploi » destiné à l'essor de la formation professionnelle.





Article 42 : Le compte d'affectation spéciale, intitulé « Formation pour l'Emploi », retrace :

En recettes :

- la contribution à la formation professionnelle (CFP) créée par l'article 5 de loi n° 026/2016 du 6 janvier 2017 déterminant les ressources et charges de l'Etat pour l'année 2017;
- les dons accordés par les collectivités locales et les organismes publics ou privés ;
- le produit des prestations générées par le secteur de la formation professionnelle.

En dépenses :

- les actions de formation, de perfectionnement et de reconversion professionnels ;
- la réalisation d'infrastructures et d'équipements relatifs à la formation professionnelle.

Article 43 : Pour chaque Compte d'Affectation Spéciale, la nature des frais de gestion est déterminée par voie réglementaire. Ces frais ne peuvent excéder 5% des ressources du Compte d'Affectation Spéciale. Concernant le cas particulier des rémunérations autorisées dans les Compte d'Affectation Spéciale, elles portent uniquement sur les honoraires (acteurs dans le Compte d'Affectation Spéciale promotion audiovisuelle et cinématographique, consultants, prestation intellectuelles).

Article 44 : Les ressources collectées au profit des comptes spéciaux visés aux articles 38, 39 et 41, en vue de couvrir les prestations y relatives, sont imputées aux comptes correspondants ouverts à cet effet dans les livres du Trésor Public.

Article 45 : La création de toute nouvelle recette affectée et de tout prélèvement assimilé est subordonnée à une évaluation préalable de son rendement, de l'impact sur l'inflation et sa contribution à la mise en œuvre de la politique publique visée.

TITRE II : PLAFONDS ET DISPOSITIONS RELATIVES AUX DEPENSES

I- PLAFONDS DE DEPENSES

Article 46 : Les dispositions de l'article 53, contenues dans la loi de finances n° 026/2016 du 6 janvier 2017 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 53 nouveau :** Les dépenses du budget général, pour l'année 2017, sont arrêtées à **mille huit cent vingt-cinq milliards soixante-un millions sept cent soixante-dix-huit mille cent quatre-vingt-cinq (1.825.061.778.185) FCFA.**

A ces dépenses du budget général, s'ajoute les dépenses relatives aux Comptes d'Affectation Spéciale intitulés « Pension » et « Prestations Familiales », d'un montant de quarante-trois milliards cent deux millions (43.102.000.000) FCFA pour un montant global de dépenses de **mille huit cent soixante-huit milliards cent soixante-trois**





millions sept cent soixante-dix-huit mille cent quatre-vingt-cinq (1.868.163.778.185) FCFA détaillé, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau des plafonds de dépenses et de charges (1/2)

Titres et catégories	LFI 2017	PLFR 2017	Ecart LFI 2017/PLFR 2017	
			Valeur	%
Titre 1. Charges financières de la dette	198 545	249 048	50 503	25,4%
Extérieure	153 811	174 081	20 270	13,2%
Intérêts sur emprunts extérieurs-courants	141 811	160 962	19 151	13,5%
<i>Bilatéraux</i>	<i>17 369</i>	<i>25 739</i>	<i>8 370</i>	<i>48,2%</i>
<i>Multilatéraux</i>	<i>16 167</i>	<i>21 181</i>	<i>5 014</i>	<i>31,0%</i>
<i>Banques</i>	<i>22 481</i>	<i>23 166</i>	<i>684</i>	<i>3,0%</i>
<i>Marchés Financiers</i>	<i>85 794</i>	<i>90 877</i>	<i>5 082</i>	<i>5,9%</i>
Intérêts-commissions et frais	12 000	13 119	1 119	9,3%
<i>Pertes sur change</i>	<i>8 000</i>	<i>9 119</i>	<i>1 119</i>	<i>14,0%</i>
<i>Commission et frais-extérieur DGD</i>	<i>4 000</i>	<i>4 000</i>	<i>0</i>	<i>0,0%</i>
Intérieur	44 734	74 967	30 233	67,6%
Intérieurs-DGD	29 734	40 367	10 633	35,8%
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	<i>29 734</i>	<i>40 367</i>	<i>10 633</i>	<i>35,8%</i>
<i>Banques intérieures</i>	<i>12 665</i>	<i>22 747</i>	<i>10 082</i>	<i>79,6%</i>
<i>Moratoires</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>0,0%</i>
<i>Marchés Financiers</i>	<i>17 065</i>	<i>17 616</i>	<i>551</i>	<i>3,2%</i>
Trésor-dette	15 000	34 600	19 600	130,7%
<i>BEAC (agios)</i>	<i>7 992</i>	<i>11 240</i>	<i>3 248</i>	<i>40,6%</i>
<i>Facilités de caisse</i>	<i>2 787</i>	<i>5 394</i>	<i>2 607</i>	<i>93,6%</i>
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	<i>2 440</i>	<i>11 293</i>	<i>8 853</i>	<i>362,9%</i>
<i>Perte de change</i>	<i>1 781</i>	<i>0</i>	<i>-1 781</i>	<i>-100,0%</i>
<i>Autres frais bancaires</i>		<i>6 673</i>	<i>6 673</i>	
Titre 2. Dépenses de personnel	712 000	710 000	-2 000	-0,3%
Rémunérations du personnel	661 992	666 898	4 906	0,7%
<i>Solde permanente</i>	<i>601 416</i>	<i>606 322</i>	<i>4 906</i>	<i>0,8%</i>
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	<i>60 576</i>	<i>60 576</i>	<i>0</i>	<i>0,0%</i>
Cotisations et contributions sociales	24 602	24 602	0	0,0%
<i>Cotisations et contributions sociales des fonctionnaires</i>	<i>24 602</i>	<i>24 602</i>	<i>0</i>	<i>0,0%</i>
Prestations sociales	25 406	18 500	-6 906	-27,2%
<i>Prestations sociales-fonctionnaires</i>	<i>25 406</i>	<i>18 500</i>	<i>-6 906</i>	<i>-27,2%</i>
Titre 3. Dépenses de biens et services	246 200	251 296	5 096	2,1%
<i>dont Remboursement TVA</i>	<i>70 000</i>	<i>63 296</i>	<i>-6 704</i>	<i>-9,6%</i>
Titre 4. Dépenses de transfert	241 038	191 213	-49 825	-20,7%
<i>dont:</i>				
<i>SOGARA</i>	<i>16 638</i>	<i>18 638</i>	<i>2 000</i>	<i>12,0%</i>
<i>Prestations aux indigents (C.S.S)</i>	<i>3 000</i>	<i>0</i>	<i>-3 000</i>	<i>-100,0%</i>
<i>Pensions fonctionnaires</i>	<i>40 000</i>	<i>30 000</i>	<i>-10 000</i>	<i>-25,0%</i>
Titre 5. Dépenses d'investissement	392 147	436 607	44 460	11,3%
<i>Dont</i>				
<i>Financements sur ressources propres</i>	<i>116 740</i>	<i>150 581</i>	<i>33 842</i>	<i>29,0%</i>
<i>Financements extérieurs</i>	<i>275 407</i>	<i>286 025</i>	<i>10 618</i>	<i>3,9%</i>





Tableau des plafonds de dépenses et de charges (2/2)

<i>Titres et catégories</i>	<i>LFI 2017</i>	<i>PLFR 2017</i>	<i>Ecart LFI 2017/PLFR 2017</i>	
			<i>Valeur</i>	<i>%</i>
Titre 6. Autres dépenses	6 000	30 000	24 000	400,0%
Intérieurs-AJE	3 000	3 000	0	0,0%
Protocoles transactionnels	1 000	1 000	0	0,0%
Condamnations pécuniaires	1 000	1 000	0	0,0%
Séquestres	500	500	0	0,0%
Autres	500	500	0	0,0%
Restructuration des entreprises	3 000	27 000	24 000	800,0%
Coûts sociaux de restructuration	3 000	27 000	24 000	800,0%
TOTAL	1 795 929	1 868 164	72 234	4,0%





Titre III : EQUILIBRE FINANCIER DES RESSOURCES ET DES CHARGES

I- EQUILIBRE BUDGETAIRE GENERAL

Article 47 : Les dispositions de l'article 54, contenues dans la loi de finances n°026/2016 du 6 janvier 2017 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 54 nouveau :** Les recettes et les dépenses du budget de l'Etat, pour l'année 2017, étant respectivement arrêtées à **mille sept cent quatorze milliards six cent seize millions sept cent soixante-six mille trois cent trente-six (1.714.616.766.336) FCFA** et **mille huit cent quatre-vingt-six milliards six cent soixante-dix-neuf millions cinq cent soixante-quinze mille neuf cent cinquante-quatre (1.886.679.575.954) FCFA**.

Il en résulte un **besoin de financement au budget général de cent soixante-douze milliards soixante-deux millions huit cent neuf mille six cent dix-huit (172.062.809.618) FCFA**.

Le détail de ce résultat est présenté, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau d'équilibre budgétaire général

Recettes	PLFR2017	Dépenses	PLFR2017	Soldes
Budget général				
Titre 1. Recettes fiscales	1 007 651	Titre 1. Charges financières de la dette	249 048	- 172 063
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	4 807	Titre 2. Dépenses de personnel	666 898	
Titre 3. Cotisations sociales		Titre 3. Dépenses de biens et services	251 296	
Titre 4. Autres recettes	640 540	Titre 4. Dépenses de transfert	191 213	
-		Titre 5. Dépenses d'investissement	436 607	
-		Titre 6. Autres dépenses	30 000	
Total des recettes pour le budget général	1 652 999	Total des dépenses pour le Budget général	1 825 062	
Comptes d'affectation spéciale (CAS)				
Compte d'affectation spéciale pensions	24 602	Compte d'affectation spécial pensions	24 602	-
Titre 3. Cotisations sociales	24 602	Titre 2. Dépenses de personnel	24 602	
Compte d'affectation spéciale prestations familiales	18 500	Compte d'affectation spécial prestations familiales	18 500	
Titre 3. Cotisations sociales	18 500	Titre 2. Dépenses de personnel (Prestations familiales)	18 500	
Compte d'affectation spéciale promotion audiovisuelle et cinématographique	4 376	Compte d'affectation spécial promotion audiovisuelle et cinématographique	4 376	
Redevance audiovisuelle	4 376			
Compte d'affectation spéciale Promotion du sport	7 708	Compte d'affectation spécial Promotion du sport	7 708	
Taxe sur les jeux de hasard	591			
Droits d'accises	7 117			
Compte d'affectation spéciale formation pour l'emploi	6 432	Compte d'affectation spéciale formation pour l'emploi	6 432	
Taxe de formation professionnelle	6 432			
Total des recettes pour les comptes spéciaux	61 618	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	61 618	
TOTAL RECETTES BUDGET DE L'ETAT	1 714 617	TOTAL DEPENSES BUDGET DE L'ETAT	1 886 680	
Solde Budgétaire global				- 172 063
Solde Budgétaire de base				- 176 870





Article 48 : Les comptes d'affectation spéciale s'équilibrent en recette et en dépense à **soixante un milliards six cent dix-huit millions sept cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent soixante-neuf (61.617.797.769) FCFA.**

II- CESSIONS D'ACTIFS, EMPRUNTS ET TRESORERIE DE L'ETAT

Article 49 : Les emprunts et conventions sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement publique 2017-2019. Le Gouvernement est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

La gestion de la dette publique vise à assurer le financement de l'Etat au moindre coût sur les court, moyen et long termes, dans le cadre d'une gestion prudente des risques, dans le respect des contraintes fixées par les politiques monétaire et budgétaire et d'une manière qui favorise le développement du marché financier intérieur.

Le ministre chargé de l'Economie est seul habilité à conclure et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions.

Pour l'année budgétaire 2017, les interventions sur le marché financier international ne peuvent excéder un montant de cent cinquante milliards (150.000.000.000) FCFA.

Article 50 : Le gouvernement est autorisé à procéder aux cessions d'actifs de l'Etat non stratégiques, au titre de l'exercice budgétaire 2017. Lesdites cessions d'actifs ne peuvent excéder un montant de cinquante milliards (50.000.000.000) FCFA.

Article 51 : Les opérations de trésorerie et de financement font apparaître un niveau de charges de neuf cent soixante-treize milliards trois cent vingt-huit millions huit cent cinquante-quatre mille six cent quatre-vingt-huit **(973.328.854.688) FCFA** contre un niveau de ressources de mille cent quarante-cinq milliards trois cent quatre-vingt-onze millions six cent soixante-quatre mille trois cent six **(1 145 391 664 306) FCFA**. Il en résulte une capacité de financement de cent soixante-douze milliards soixante-deux millions huit cent neuf mille six cent dix-huit **(172.062.809.618) FCFA** équilibrant le besoin de financement constaté à l'article 45 de la présente loi.

Le détail de ces opérations est retracé, en millions de FCFA, dans le tableau ci-dessous :

Tableau de flux de trésorerie (1/2)

	LFI 2017	PLFR 2017	Ecart LFI 2017/PLFR 2017	
Charges de trésorerie et de financement			Valeur	%
Amortissement (dette extérieur)	370 759	478 935	108 176	29,2%
Emprunts extérieurs-courants	370 759	332 334	- 38 424	-10,4%
Bilatéraux	52 338	53 202	864	1,7%
Multilatéraux	38 085	43 915	5 830	15,3%
Banques	167 265	115 449	- 51 816	-31,0%
marché international	113 070	119 768	6 698	5,9%
Emprunts extérieurs-arriérés	-	146 601	146 601	-
Bilatéraux		16 847	16 847	-
Multilatéraux		5 627	5 627	-
Banques		124 127	124 127	-





Tableau de flux de trésorerie (2/2)

	LFI 2017	PLFR 2017	Ecart LFI 2017/PLFR 2017	
			Valeur	%
Charges de trésorerie et de financement				
Amortissement des prêts du secteur bancaire	162 431	158 968	38 450	-2,1%
Intérieur-DGD	162 431	117 056	- 3 462	-27,9%
Emprunts intérieurs-courants	162 431	117 056	- 45 375	-27,9%
Banques	65 944	30 240	- 35 704	-54,1%
Moratoires	30 200	23 295	- 6 904	-22,9%
Divers	14 083	310	- 13 773	-97,8%
Marchés Financiers	52 204	63 210	11 006	21,1%
Emprunts intérieurs-arriérés	-	41 913	41 913	-
Moratoires		33 077	33 077	-
Divers		8 836	8 836	-
Autres amortissements	113 534	202 928	89 395	79%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	53 534		- 53 534	-100,0%
Instances Trésor	-	97 852	97 852	-
Arriérés de TVA	60 000	86 950	26 950	44,9%
Arriérés intérêts Extérieurs		18 038	18 038	
Arriérés intérêts Intérieurs		89	89	
Correspondants du Trésor	4 379	-	- 4 379	-100,0%
Attribution de produits	-	81 492	81 492	-
Collectivités locales	-	23 982	23 982	-
Opérateurs	-	29 599	29 599	-
Contributions communautaires	-	9 891	9 891	-
Autres	-	18 019	18 019	-
Prêts et avances	30 500	51 005	20 505	67%
Fonds Souverain de la RG	2 000	26 005	24 005	1200,2%
Compte IMA (Approvisionnement)	28 500	-	- 28 500	-100,0%
Remboursement avances statutaires	-	25 000	25 000	-
Total	681 602	973 329	333 640	42,8%
Ressources de trésorerie et de financement				
Tirages	519 130	898 093	378 963	73%
Tirages sur conventions en cours	200 621	227 054	26 433	13,2%
Tirages sur nouvelles conventions	74 786	54 164	- 20 622	-27,6%
Tirages sur prêts programmes	243 723	616 875	373 152	153,1%
Emissions de titres publics	100 000	218 198	118 198	118%
Emissions de titres publics sur le Marché international	-	119 768	119 768	-
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	100 000	98 430	- 1 570	-2%
Financement non bancaire	-	29 100	29 100	-
Règlement arriérés fiscaux	-	29 100	29 100	-
Total	619 130	1 145 392	526 262	85%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	- 62 472	172 063	192 622	-375%
Solde budgétaire global	62 472	- 172 063		
Solde net	-	-		





Article 52 : Les opérations budgétaires et de trésorerie et financement s'équilibrent, en ressources et en charges, à deux mille huit cent soixante milliards huit millions quatre cent trente mille six cent quarante-deux **(2 860 008 430.642)** FCFA.

III- PLAFOND DES DETTES FINANCIERES DE L'ETAT

Article 53 : Le montant des dettes financières qui comprend les charges financières évaluées à deux cent quarante-neuf milliards quarante-sept millions six cent soixante mille huit cent soixante-neuf **(249.047.660.869)** FCFA, et les amortissements de prêts d'un montant de huit cent quarante milliards huit cent trente et un millions huit cent quarante-quatre mille huit cent cinquante-neuf **(840.831.844.859)** FCFA pour le budget 2017, est arrêté à la somme de mille quatre-vingt-neuf milliards huit cent soixante-dix-neuf millions cinq cent cinq mille sept cent vingt-huit **(1.089.879.505.728)** FCFA.

IV- MODALITES RELATIVES A LA RESERVE OBLIGATOIRE ET A L'UTILISATION DES SURPLUS

Article 54 : En application des dispositions de l'article 64 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, la réserve obligatoire destinée à pallier les effets d'une dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes, est arrêtée pour l'exercice 2017, par programme et titre de dépenses, à soixante-sept milliards deux cent quatre-vingt-trois millions sept cent quarante-cinq mille deux cent cinquante-sept **(67.283.745.257)** FCFA, ainsi qu'il suit :

Tableau présentant la réserve obligatoire par titre (en millions FCFA)

Titres et catégories	Taux de réserve/titre	Montant
Titre 1. Charges financières de la dette	0%	-
Titre 2 Dépenses de personnel	0%	-
Titre 3. Dépenses de biens et services	5%	9 995
Titre 4. Dépenses de transfert	10%	12 128
Titre 5. Dépenses d'investissement	10%	43 661
Titre 6. Autres dépenses	5%	1 500
Total réserves obligatoires		67 284

La réserve par titre et programme ainsi constituée uniquement sur le budget général peut, en totalité ou en partie, être levée en cas de conjoncture favorable, constatée par le Gouvernement, sur rapport conjoint des ministres en charge de l'Economie et du Budget.

Sont exemptés de la mise en réserve obligatoire, les remboursements de TVA, les bourses, les cotisations internationales, les frais de scolarité des enfants des diplomates ainsi que les loyers des diplomates.





Article 55 : Conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget et suivant le rapport conjoint des ministres chargés de l'Economie et du Budget, le tableau d'affectation du surplus budgétaire se présente ainsi qu'il suit :

Tableau présentant l'affectation du surplus budgétaire

Affectation du surplus	Proportion
Accélération du désendettement de l'Etat	2/3
Renforcement des moyens des programmes au titre des dépenses d'investissement	1/3





SECONDE PARTIE **MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES**

TITRE I : REPARTITION DES CREDITS DES MISSIONS

I- CREDITS DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

Article 56 : Les dispositions des articles 61 contenues dans la loi de finances n°026/2016 du 6 janvier 2017 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017, sont complétées et modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 61 nouveau :** Au titre de l'exercice budgétaire 2017, trente-cinq (35) missions sont arrêtées. Le détail des plafonds de ces missions et programmes se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
1	Action extérieure du Gabon	20 990 509 433	21 043 865 012	53 355 579
2	Administration du territoire	31 087 195 165	26 720 023 810	-4 367 171 355
3	Agriculture, élevage et pêche	10 492 170 674	10 195 145 098	-297 025 575
4	Aménagement du territoire et tourisme	2 051 113 605	1 997 516 759	-53 596 846
5	Conseil et Contrôle	5 003 219 364	4 924 473 045	-78 746 319
6	Culture et Education Populaire	3 722 361 482	3 337 068 292	-385 293 190
7	Défense	175 422 445 243	157 031 588 287	-18 390 856 955
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	9 745 014 478	9 128 476 324	-616 538 154
9	Economie forestière et protection de l'environnement	13 904 234 379	11 521 812 635	-2 382 421 744
10	Communication	25 328 740 128	33 227 556 241	7 898 816 113
11	Education nationale	194 425 342 681	200 148 521 274	5 723 178 594
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	108 615 005 231	98 646 109 516	-9 968 895 714
13	Entreprenariat et commerce	11 085 305 366	10 668 152 979	-417 152 387
14	Gestion des finances publiques	321 217 392 111	373 728 375 580	52 510 983 469
15	Constructions, logements et équipements collectifs	208 635 029 654	252 041 776 164	43 406 746 511
16	Industrie et mines	6 645 474 154	6 372 433 951	-273 040 174
17	Transports	22 324 770 673	20 941 274 600	-1 383 496 073
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	17 000 539 301	17 165 693 531	165 154 230
19	Justice	25 714 319 446	24 285 665 393	-1 428 654 053
21	Pouvoirs publics	80 461 036 044	70 688 026 620	-9 773 009 424
22	Prévoyance sociale	53 067 113 315	47 435 787 385	-5 631 325 922
23	Provisions	22 328 443 430	14 454 973 081	-7 873 470 394
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	11 666 217 139	22 693 622 871	11 027 405 732
25	Santé	112 076 752 199	104 330 705 751	-7 746 046 444
26	Sécurité	46 882 877 059	46 137 016 075	-745 860 984
27	Stratégie économique	39 611 730 889	52 458 436 925	12 846 706 036
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	10 234 449 735	9 586 375 427	-648 074 309
29	Travail, emploi et formation professionnelle	51 311 911 314	44 825 876 020	-6 486 035 294
30	Dépenses transversales	79 359 827 345	125 370 980 205	46 011 152 860
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	4 216 410 364	3 954 449 333	-261 961 031
	Total du budget général	1 724 626 951 401	1 825 061 778 185	100 434 826 784
20	CAS – Pensions	40 000 000 000	24 602 000 000	-15 398 000 000
32	CAS - Prestations familiales et sociales	24 602 400 000	18 500 000 000	-6 102 400 000
33	CAS - Promotion du sport	6 700 000 000	7 708 157 728	1 008 157 728
34	CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	0	4 375 633 041	4 375 633 041
35	CAS- Formation pour l'Emploi	0	6 432 000 000	6 432 000 000
	Total CAS	71 302 400 000	61 617 790 769	- 9 684 609 231
	Total budget de l'Etat	1 795 929 351 401	1 886 679 568 954	90 750 217 553





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (1/8)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
1	Action extérieure du Gabon	20 990 509 433	21 043 865 012	53 355 579
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	9 411 788 678	9 157 754 631	- 254 034 047
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	10 289 819 355	10 289 819 355	-
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 288 901 400	1 596 291 026	307 389 626
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
2	Administration du territoire	31 087 195 165	26 720 023 810	- 4 367 171 355
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	5 343 821 830	5 199 586 475	- 144 235 355
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	3 183 704 325	2 843 705 335	- 339 998 990
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	22 559 669 010	18 676 732 000	- 3 882 937 010
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
3	Agriculture, élevage et pêche	10 492 170 674	10 195 145 099	- 297 025 575
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	6 383 566 221	6 211 267 074	- 172 299 147
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 189 867 966	749 867 000	- 440 000 966
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	791 380 804	658 911 000	- 132 469 804
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 127 355 683	2 575 100 025	447 744 342
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
4	Aménagement du territoire et tourisme	2 051 113 605	1 997 516 759	- 53 596 846
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	1 735 168 784	1 688 334 759	- 46 834 025
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	240 944 821	240 945 000	179
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	75 000 000	68 237 000	- 6 763 000
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (2/8)

Code s	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
5	Conseil et Contrôle	5 003 219 364	4 924 473 045	- 78 746 319
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	3 458 830 508	3 365 473 045	- 93 357 463
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 485 000 000	1 510 000 000	25 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	59 388 856	49 000 000	- 10 388 856
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
6	Culture et Education Populaire	3 722 361 482	3 337 068 292	-385 293 190
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	0	0	0
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 419 038 683	2 353 746 292	-65 292 391
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	204 732 670	304 732 000	99 999 330
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 098 590 129	678 590 000	-420 000 129
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	0	0	0
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	0	0	0
7	Défense	175 422 445 243	157 031 588 288	- 18 390 856 955
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	134 919 279 498	131 277 666 655	- 3 641 612 843
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	7 516 636 356	9 516 636 356	2 000 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	146 403 000	146 403 000	-
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	32 840 126 389	16 090 882 277	- 16 749 244 112
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	9 745 014 478	9 128 476 324	-616 538 154
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	0	0
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	8 143 790 776	7 923 981 323	-219 809 453
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 534 613 462	1 147 540 001	-387 073 461
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	66 610 240	56 955 000	-9 655 240
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	0	0
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	0	0





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (3/8)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
9	Economie forestière et protection de l'environnement	13 904 234 379	11 521 812 635	- 2 382 421 744
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	9 205 808 696	8 957 334 265	- 248 474 431
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	424 170 547	434 170 370	9 999 823
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	4 274 255 136	2 130 308 000	- 2 143 947 136
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
10	Communication	25 328 740 128	33 227 556 241	7 898 816 113
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	0	0
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	9 696 254 584	13 259 630 631	3 563 376 047
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 861 362 143	2 526 362 000	-335 000 143
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	2 517 779 151	2 346 402 910	-171 376 241
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	10 253 344 250	15 095 160 700	4 841 816 450
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	0	0
11	Education nationale	194 425 342 681	200 148 521 275	5 723 178 594
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	161 529 864 206	157 170 003 775	- 4 359 860 431
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	10 250 000 000	10 250 000 000	-
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	639 480 500	539 480 500	- 100 000 000
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	22 005 997 975	32 189 037 000	10 183 039 025
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	108 615 005 231	98 646 109 517	- 9 968 895 714
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	26 507 382 574	25 791 920 520	-715 462 054
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	12 000 948 590	7 430 068 000	- 4 570 880 590
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	70 106 674 067	62 624 120 997	- 7 482 553 070
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	2 800 000 000	2 800 000 000
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (4/8)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
13	Entrepreneuriat et commerce	11 085 305 366	10 668 152 979	- 417 152 387
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 494 423 192	7 292 140 851	- 202 282 341
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	545 112 806	545 113 000	194
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 140 870 240	926 000 000	- 214 870 240
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	1 904 899 128	1 904 899 128	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
14	Gestion des finances publiques	321 217 392 111	373 728 375 580	52 510 983 469
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	198 544 810 000	249 047 660 869	50 502 850 869
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	29 899 962 575	27 146 913 326	- 2 753 049 249
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	87 670 619 536	79 291 801 385	-8 378 818 151
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	102 000 000	102 000 000	-
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 000 000 000	3 140 000 000	1 140 000 000
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	3 000 000 000	15 000 000 000	-12 000 000 000
15	Constructions, logements et équipements collectifs	208 635 029 654	252 041 776 164	43 406 746 510
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	12 571 319 041	12 232 005 957	- 339 313 084
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	855 000 000	770 000 000	- 85 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	5 445 690 371	4 232 645 000	- 1 213 045 371
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	189 763 020 242	234 807 125 207	45 044 104 966
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
16	Industrie et mines	6 645 474 154	6 372 433 980	- 273 040 174
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	5 603 571 244	5 452 324 980	- 151 246 264
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	413 240 975	403 241 000	- 9 999 975
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	628 661 935	516 868 000	- 111 793 935
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (5/8)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
17	Transports	22 324 770 673	20 941 274 600	- 1 383 496 073
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	6 446 044 090	6 272 058 600	- 173 985 490
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	840 000 000	805 000 000	- 35 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	6 511 285 583	5 336 775 000	- 1 174 510 583
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	8 527 441 000	8 527 441 000	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	17 000 539 301	17 165 693 531	165 154 230
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 873 638 035	2 796 075 531	- 77 562 504
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	860 000 000	810 000 000	- 50 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	4 927 063 968	5 059 618 000	132 554 032
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	8 339 837 298	8 500 000 000	160 162 702
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
19	Justice	25 714 319 446	24 285 665 393	-1 428 654 053
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	0	0
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	22 162 418 305	21 564 231 393	-598 186 912
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 705 000 000	1 725 000 000	20 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 846 901 141	996 434 000	-850 467 141
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	0	0
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	0	0
21	Pouvoirs publics	80 461 036 044	70 688 026 620	- 9 773 009 424
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	38 020 361 316	36 994 151 892	- 1 026 209 424
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	32 002 959 728	29 902 959 728	- 2 100 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	4 237 715 000	2 090 915 000	- 2 146 800 000
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	4 200 000 000	1 700 000 000	- 2 500 000 000
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	2 000 000 000	-	- 2 000 000 000
22	Prévoyance sociale	53 067 113 315	47 435 787 390	- 5 631 325 925
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	34 770 500 670	33 832 008 390	- 938 492 280
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	530 000 000	530 000 000	-
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	17 766 612 645	13 073 779 000	- 4 692 833 645
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (6/8)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
23	Provisions	22 328 443 430	14 454 972 951	- 7 873 470 479
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 838 411 841	2 727 063 418	- 5 111 348 423
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	4 276 873 038	4 039 163 805	- 237 709 233
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	5 008 445 526	1 500 000 000	- 3 508 445 526
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	5 204 713 025	6 188 745 728	984 032 703
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	11 666 217 139	22 693 622 871	11 027 405 732
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	2 078 943 607	2 022 830 739	- 56 112 868
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	5 62 624 075	5 82 625 000	20 000 925
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	198 011 077	1 172 165 000	974 153 923
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	8 826 638 380	18 916 002 132	10 089 363 752
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
25	Santé	112 076 752 199	104 330 705 751	-7 746 046 444
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	0	0
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	71 157 036 838	69 236 433 791	-1 920 603 047
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	14 650 000 000	13 149 999 998	-1 500 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	7 600 145 361	7 373 909 762	-226 235 597
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	18 669 570 000	14 570 362 200	-4 099 207 800
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	0	0
26	Sécurité	46 882 877 059	46 137 016 075	- 745 860 984
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	42 082 877 059	40 947 016 075	- 1 135 860 984
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 300 000 000	2 300 000 000	-
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	-	-	-
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	2 500 000 000	2 890 000 000	390 000 000
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (7/8)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
27	Stratégie économique	39 611 730 889	52 458 436 925	12 846 706 036
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	0	0
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	10 719 075 316	10 429 756 232	-289 319 084
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 090 000 000	1 970 000 000	-120 000 000
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	25 802 655 573	22 063 233 713	-3 739 421 860
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	2 995 446 980	2 995 446 980
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	1 000 000 000	15 000 000 000	14 000 000 000
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	10 234 449 735	9 586 375 426	- 648 074 309
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	7 338 529 020	7 140 454 426	- 198 074 594
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	2 446 724 715	1 996 725 000	- 449 999 715
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	449 196 000	449 196 000	-
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
29	Travail, emploi et formation professionnelle	51 311 911 314	44 825 876 020	- 6 486 035 294
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	5 873 935 969	6 790 085 620	916 149 651
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	965 000 000	965 000 000	-
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	949 913 287	799 330 000	- 150 583 287
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	43 523 062 058	36 271 460 400	-7 251 601 658
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
30	Dépenses transversales	79 359 827 345	125 370 980 205	46 011 152 860
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	-	-	-
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	40 899 291 372	62 925 980 205	22 026 688 833
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	7 000 000 000	35 000 000 000	28 000 000 000
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	31 460 535 973	27 445 000 000	-4 015 535 973
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	4 216 410 364	3 954 449 333	- 261 961 031
	<i>Titre 1. Charges financières de la dette</i>	-	-	-
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	1 711 956 844	1 665 749 333	-46 207 511
	<i>Titre 3. Dépenses de biens et services</i>	1 405 753 520	1 340 000 000	-65 753 520
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	1 098 700 000	948 700 000	-150 000 000
	<i>Titre 5. Dépenses d'investissement</i>	-	-	-
	<i>Titre 6. Autres dépenses</i>	-	-	-
	Total du budget général	1 724 626 951 401	1 825 061 778 185	100 434 826 784





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par titre (8/8)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
20	CAS Pensions	40 000 000 000	24 602 000 000	- 15 398 000 000
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	-	<i>24 602 000 000</i>	<i>24 602 000 000</i>
	<i>Titre 4. Dépenses de transfert</i>	<i>40 000 000 000</i>		<i>- 40 000 000 000</i>
32	CAS Prestations familiales et sociales	24 602 400 000	18 500 000 000	- 6 102 400 000
	<i>Titre 2. Dépenses de personnel</i>	<i>24 602 400 000</i>	<i>18 500 000 000</i>	<i>- 6 102 400 000</i>
33	CAS - Promotion du sport	6 700 000 000	7 708 157 728	1 008 157 728
34	CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	-	4 375 633 041	4 375 633 041
35	CAS- Formation pour l'Emploi	-	6 432 000 000	6 432 000 000
Total CAS		71 302 400 000	61 617 790 769	- 9 684 609 231
Total budget de l'Etat		1 795 929 351 401	1 886 679 568 954	90 750 217 553





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par programme (1/6)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
1	Action extérieure de l'Etat	20 990 509 433	21 043 865 012	53 355 579
1.101	Affaires Etrangères	15 073 570 900	15 240 558 320	166 987 420
1.108	Intégration africaine et coopération internationale	861 187 521	857 627 094	-3 560 427
1.115	Affaires consulaires	742 748 365	738 901 292	-3 847 073
1.122	Pilotage et soutien de l'action extérieure de l'Etat	4 256 135 167	4 149 910 827	-106 224 340
1.129	Gabonais de l'étranger	56 867 480	56 867 480	0
2	Administration du territoire	31 087 195 165	26 720 023 810	-4 367 171 355
2.136	Administration territoriale	6 877 021 863	6 296 056 576	-580 965 287
2.143	Décentralisation	21 687 909 620	17 958 228 342	-3 729 681 278
2.150	Prévention et gestion des catastrophes	143 032 062	141 251 359	-1 780 703
2.157	Pilotage et soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 379 231 620	2 324 487 533	-54 744 087
3	Agriculture, élevage et pêche	10 492 170 674	10 195 145 099	-297 025 575
3.164	Agriculture	4 315 761 148	3 897 180 239	-418 580 909
3.171	Elevage	298 423 215	291 688 403	-6 734 812
3.178	Pêche et aquaculture	765 645 750	739 808 468	-25 837 282
3.185	Développement rural	1 966 504 196	2 126 075 601	159 571 405
3.192	Pilotage et soutien aux politiques de l'agriculture et de l'élevage	3 145 836 365	3 140 392 389	-5 443 976
4	Aménagement du territoire et tourisme	2 051 113 605	1 997 516 759	46 834 025
4.199	Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 032 972 759	1 007 524 566	25 448 179
4.206	Tourisme	1 018 140 846	989 992 193	21 385 846
5	Conseil et Contrôle	5 003 219 364	4 924 473 045	-78 746 319
5.213	Conseil Economique et Social (CES)	1 791 948 445	1 662 241 041	-129 707 404
5.220	Conseil National de la Démocratie (CND)	1 762 618 557	1 871 791 396	109 172 839
5.227	Conseil National de la Communication (CNC)	1 374 677 362	1 316 842 808	-57 834 554
5.269	Médiature	73 975 000	73 597 800	-377 200
6	Culture et Education Populaire	3 722 361 482	3 337 068 292	-385 293 190
6.290	Culture	3 111 711 803	2 741 383 797	-370 328 006
6.297	Education populaire	610 649 679	595 684 495	-14 965 184
7	Défense	175 422 445 243	157 031 588 288	-18 390 856 955
7.311	Préparation et emploi des forces	17 816 547 642	17 373 471 850	-443 075 792
7.318	Equipement des forces	63 403 856 545	45 840 485 317	-17 563 371 228
7.325	Garde Républicaine	27 283 967 426	26 567 806 974	-716 160 452
7.332	Vie du soldat	13 425 938 734	15 178 032 720	1 752 093 986
7.339	Pilotage et soutien à la politique de défense nationale	53 492 134 896	52 071 791 427	-1 420 343 469





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par programme (2/6)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
8	Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	9 745 014 478	9 128 476 323	-616 538 155
8.346	Coordination du travail gouvernemental	1 468 446 801	1 436 257 797	-32 189 004
8.353	Coordination des politiques urbaines	82 718 455	85 475 868	2 757 413
8.358	Promotion de la bonne gouvernance	818 262 477	798 713 398	-19 549 079
8.360	Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 546 851 824	5 360 256 181	-186 595 643
8.367	Relations avec le Parlement et les Institutions constitutionnelles	1 694 141 475	1 314 627 371	-379 514 104
8.374	Pilotage et Soutien aux relations avec le Parlement	134 593 446	133 145 707	-1 447 739
9	Economie forestière et protection de l'environnement	13 904 234 379	11 521 812 635	-2 382 421 744
9.381	Gestion durable des eaux et des forêts	4 302 794 777	4 085 527 742	-217 267 035
9.388	Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	88 842 261	81 955 814	-6 886 447
9.395	Conservation de la biodiversité	3 722 129 490	1 730 113 624	-1 992 015 866
9.402	Amélioration du cadre de vie, préservation de l'environnement et développement durable	1 082 327 016	1 037 532 375	-44 794 641
9.409	Pilotage et soutien aux politiques de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'environnement	4 708 140 835	4 586 683 080	-121 457 755
10	Communication	25 328 740 128	33 227 556 241	7 898 816 113
10.416	Economie numérique	12 493 200 703	16 928 313 284	4 435 112 581
10.423	Communication	2 013 402 304	2 168 178 711	154 776 407
10.430	Poste	854 585 281	817 007 609	-37 577 672
10.437	Pilotage et soutien aux politiques de l'économie numérique, de la communication, de la culture et des arts	9 967 551 840	13 314 056 636	3 346 504 796
11	Education nationale	194 425 342 681	200 148 521 275	5 723 178 594
11.444	Enseignement pré-primaire et primaire	87 662 127 237	87 078 357 191	-583 770 047
11.451	Enseignement secondaire	82 475 011 495	87 965 814 081	5 490 802 586
11.458	Enseignement technique et professionnel	10 076 027 063	10 868 636 070	792 609 007
11.465	Pilotage et soutien à la politique de l'éducation nationale	14 212 176 886	14 235 713 934	23 537 048
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	108 615 005 231	98 646 109 517	-9 968 895 714
12.472	Enseignement supérieur	18 144 520 465	20 195 151 233	2 050 630 768
12.479	Recherche scientifique et innovation	14 642 101 992	14 014 494 034	-627 607 958
12.486	Vie de l'étudiant	74 244 847 815	62 946 647 095	-11 298 200 720
12.493	Pilotage et soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 583 534 959	1 489 817 155	-93 717 804
13	Entreprenariat et commerce	11 085 305 366	10 668 152 979	-417 152 387
13.500	Promotion entrepreneuriat, artisanat	904 074 674	832 389 388	-71 685 286
13.501	Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national	50 000 000	50 000 000	0
13.507	Promotion des échanges	2 007 723 511	1 960 662 359	-47 061 152
13.514	Pilotage et soutien aux politiques de promotion du commerce, du tourisme et de l'industrie	8 123 507 181	7 825 101 232	-298 405 949





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par programme (3/6)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
14	Gestion des finances publiques	321 217 392 111	373 728 375 580	52 510 983 469
14.521	Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	14 531 744 972	12 904 152 982	-1 627 591 990
14.528	Comptabilité et trésorerie de l'Etat	10 586 717 549	10 352 253 933	-234 463 616
14.535	Gestion du contentieux de l'Etat	3 853 073 873	15 793 544 039	11 940 470 166
14.549	Gestion fiscale	84 845 292 424	78 078 016 061	-6 767 276 363
14.556	Engagements financiers de l'Etat	198 544 810 000	249 047 660 869	50 502 850 869
14.563	Gestion de la dette	1 494 805 140	1 474 081 274	-20 723 866
14.570	Gestion de la commande publique	751 427 333	736 813 641	-14 613 692
14.542	Pilotage et soutien à la politique de gestion des finances publiques	6 609 520 820	5 341 852 781	-1 267 668 039
15	Constructions, logements et équipements collectifs	208 635 029 654	252 041 776 164	43 406 746 510
15.584	Urbanisation et aménagement du cadre de vie	2 122 790 577	3 556 712 730	1 433 922 153
15.577	Logement	805 858 117	734 586 516	-71 271 601
15.595	Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	4 351 216 985	4 235 932 359	-115 284 626
15.591	Equipement et Infrastructures	198 564 761 990	240 794 060 239	42 229 298 250
15.598	Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	2 790 401 985	2 720 484 319	-69 917 666
16	Industrie et mines	6 645 474 154	6 372 433 980	-273 040 174
16.605	Gestion et contrôle des activités minières	3 287 418 977	3 138 611 411	-148 807 566
16.612	Régulation et stratégie industrielles	1 420 054 398	1 321 780 910	-98 273 488
16.619	Pilotage et soutien à la politique minière	1 938 000 779	1 912 041 658	-25 959 121
17	Transports	22 324 770 673	20 941 274 600	-1 383 496 073
17.626	Transports terrestres	15 947 490 410	14 840 757 914	-1 106 732 496
17.633	Transport aérien et par voie d'eau	2 546 380 121	2 369 237 810	-177 142 311
17.640	Pilotage et soutien à la politique des transports	3 830 900 142	3 731 278 877	-99 621 265
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	17 000 539 301	17 165 693 531	165 154 230
18.647	Sports et loisirs	13 544 763 382	14 069 942 409	525 179 027
18.654	Jeunesse et Vie associative	736 116 791	661 652 415	-74 464 376
18.661	Pilotage et soutien aux politiques de la jeunesse et des sports	2 719 659 128	2 434 098 707	-285 560 421
19	Justice	25 714 319 446	24 285 665 393	-1 428 654 053
19.668	Justice judiciaire et administrative	10 005 108 731	8 897 938 536	-1 107 170 195
19.675	Administration pénitentiaire	3 189 085 831	3 128 650 556	-60 435 275
19.682	Pilotage et soutien à la politique de la justice et des droits humains	12 202 720 260	11 926 190 103	-276 530 157
19.689	Culture des droits de l'homme	180 544 624	177 290 998	-3 253 626
19.694	Egalité des Chances	30 000 000	50 000 000	20 000 000
19.696	Pilotage et soutien à la politique de l'égalité des chances	106 860 000	105 595 199	-1 264 801





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par programme (4/6)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
21	Pouvoirs publics	80 461 036 044	70 688 026 620	-9 773 009 424
21.717	Présidence de la République	29 175 667 987	27 923 376 011	-1 252 291 976
21.724	Assemblée Nationale	19 389 236 428	14 543 277 327	-4 845 959 101
21.731	Sénat	15 308 597 589	12 859 325 819	-2 449 271 770
21.738	Cour Constitutionnelle	8 852 249 085	7 984 094 275	-868 154 810
21.234	Cour de Cassation	3 139 991 133	3 018 735 004	-121 256 129
21.241	Cour des Comptes	3 977 997 098	3 747 786 527	-230 210 571
21.248	Conseil d'Etat	617 296 724	611 431 658	-5 865 066
22	Prévoyance sociale	53 067 113 315	47 435 787 390	-5 631 325 925
22.752	Protection et promotion de la famille	6 083 869 239	5 698 640 765	-385 228 474
22.759	Solidarité nationale	8 473 665 284	7 253 456 185	-1 220 209 099
22.766	Protection sociale	38 409 578 792	34 383 690 440	-4 025 888 352
22.773	Pilotage et soutien à la politique de protection sociale	100 000 000	100 000 000	0
23	Provisions	22 328 443 430	14 454 972 951	-7 873 470 479
23.780	Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	22 328 443 430	14 454 972 951	-7 873 470 479
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	11 666 217 139	22 693 622 871	11 027 405 732
24.787	Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	526 264 402	2 050 109 507	1 523 845 105
24.794	Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	8 934 509 325	17 432 203 115	8 497 693 790
24.801	Gestion de la radioactivité	95 543 825	95 368 133	-175 692
24.808	Pilotage et soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	164 167 544	162 261 907	-1 905 637
24.815	Gestion et contrôle des activités pétrolières	342 462 321	1 389 687 222	1 047 224 901
24.822	Pilotage et soutien aux politiques pétrolières et d'hydrocarbures	1 603 269 722	1 563 992 986	-39 276 736
25	Santé	112 076 752 199	104 330 705 751	-7 746 046 444
25.829	Prévention et sécurité sanitaire	18 708 624 577	18 245 798 563	-462 826 011
25.836	Offre et accès aux soins	83 451 564 570	73 876 369 629	-9 575 194 940
25.843	Lutte contre le SIDA	2 061 237 122	2 059 836 904	-1 400 218
25.850	Pilotage et soutien à la politique sanitaire	7 855 325 930	10 148 700 655	2 293 374 725
26	Sécurité	46 882 877 059	46 137 016 075	-745 860 984
26.857	Gendarmerie nationale	4 644 659 252	4 546 286 077	-98 373 175
26.864	Police nationale	42 238 217 807	41 590 729 998	-647 487 809
27	Stratégie économique	39 611 730 889	52 458 436 925	12 846 706 036
27.871	Elaboration et pilotage politique économique	28 888 205 421	42 568 348 903	13 680 143 482
27.878	Concurrence et protection consommateur	3 951 044 687	3 672 994 417	-278 050 270
27.885	Pilotage et soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	6 772 480 781	6 217 093 606	-555 387 175





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par programme (5/6)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	10 234 449 735	9 586 375 426	-648 074 309
28.892	Fonction publique	5 113 307 640	4 822 688 531	-290 619 109
28.899	Modernisation de l'Etat	555 260 111	403 498 672	-151 761 439
28.906	Pilotage et soutien à la politique de fonction publique	4 515 881 984	4 310 188 223	-205 693 761
28.901	Pilotage et soutien à la politique de Réforme de l'Etat	50 000 000	50 000 000	0
29	Travail, emploi et formation professionnelle	51 311 911 314	44 825 876 020	-6 486 035 294
29.913	Promotion de l'emploi et du travail décent	3 434 843 774	3 234 236 669	-200 607 105
29.920	Formation professionnelle	46 190 016 080	38 883 974 718	-7 306 041 362
29.927	Pilotage et soutien aux politiques du travail, de l'emploi, de la formation technique et professionnelle	1 687 051 460	2 707 664 634	1 020 613 174
30	Dépenses transversales	79 359 827 345	125 370 980 205	46 011 152 860
30.934	Dotation pour dépenses d'utilité publique	19 000 000 000	18 321 089 000	-678 911 000
30.941	Dotation pour dépenses à caractère politique	7 000 000 000	27 000 000 000	20 000 000 000
30.948	Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	28 499 291 372	22 704 891 205	-5 794 400 167
30.962	Dotation pour frais de transport et de déplacement	0	2 000 000 000	2 000 000 000
30.969	Dotation pour primes d'assurance	1 000 000 000	2 500 000 000	1 500 000 000
30.976	Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	400 000 000	400 000 000	0
30.983	Dotation pour accessoires de bourses et aides aux familles	0	0	0
30.990	Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	300 000 000	0	-300 000 000
30.995	Dotation pour fonds d'investissement provincial	18 000 000 000	18 000 000 000	0
30.997	Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	5 160 535 973	3 000 000 000	-2 160 535 973
30.998	Dotation pour fonds d'études sectorielles	0	1 445 000 000	1 445 000 000
30.999	Dotation pour dépenses de Pension	0	30 000 000 000	30 000 000 000
31	Autorités administratives indépendantes et de régulation	4 216 410 364	3 954 449 333	-261 961 031
31.285	Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	10 900 000	10 900 000	0
31.280	Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurité Nucléaire (AGSSN)	10 800 000	10 800 000	0
31.260	Agence de Régulation de la Communication Electronique et de la Poste (ARCEP)	29 000 000	29 000 000	0
31.250	Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	1 003 750 447	942 245 684	-61 504 763
31.255	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	680 262 414	667 299 628	-12 962 786
31.262	Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illégitime (CNLCEI)	1 361 678 235	1 288 690 546	-72 987 689
31.283	Commission Nationale de droits de l'Homme	121 112 000	120 272 254	-839 746
31.291	Commission Nationale de Protection des Données à caractère Personnel	768 907 268	685 241 221	-83 666 047
31.295	Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	230 000 000	200 000 000	-30 000 000
	Total du budget général	1 724 626 951 401	1 825 061 778 185	100 434 826 784





Tableau de répartition du budget de l'Etat par mission et par programme (6/6)

Codes	Libellés	Votés en LFI 2017	Demandés en LFR 2017	Ecart
20	CAS – Pensions	40 000 000 000	24 602 000 000	-15 398 000 000
20.703	Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	40 000 000 000	24 602 000 000	-15 398 000 000
32	Prestations familiales et sociales	24 602 400 000	18 500 000 000	-6 102 400 000
32.985	Aide à l'enfance	24 602 400 000	18 500 000 000	-6 102 400 000
32.986	Aide à la maternité	0	0	0
33	CAS - Promotion du sport	6 700 000 000	7 708 157 728	1 008 157 728
33.233	Sport pour tous, sport de proximité	784 064 492	792 222 220	8 157 728
33.235	Sport amateur, d'élite et professionnel	5 915 935 508	6 915 935 508	1 000 000 000
34	CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	0	4 375 633 041	4 375 633 041
34.433	Production des contenus audiovisuels	0	3 062 943 129	3 062 943 129
34.434	Production des contenus cinématographiques	0	1 312 689 912	1 312 689 912
35	CAS- Formation pour l'Emploi	0	6 432 000 000	6 432 000 000
35.923	Formation initiale	0	3 816 000 000	3 816 000 000
35.924	Formation continue	0	2 616 000 000	2 616 000 000
Total CAS		71 302 400 000	61 617 790 769	- 9 684 609 231
Total budget de l'Etat		1 795 929 351 401	1 886 679 568 954	90 750 217 553

Article 57 : Au sens de la présente loi, sont considérées comme :

a) dépenses imprévisibles :

- la survenance de catastrophes ;
- les menaces sur la sécurité nationale ;
- les épidémies.

b) dépenses accidentelles :

- les naufrages ;
- les accidents d'avion et aéronef ;
- les accidents de routier et ferroviaire ;
- les incendies.

Article 58 : Pour l'année 2017, les programmes de la mission « Conseil et Contrôle » bénéficient de dotations au même titre que les pouvoirs publics.

Article 59 : Il n'est prévu pour l'année 2017 aucun budget annexe.

Article 60 : Les remboursements de TVA sont assujettis à un contrôle préalable de l'administration fiscale. Les montants remboursés font l'objet d'un contrôle a posteriori par le contrôleur budgétaire.

Ce dernier contrôle est assorti d'un rapport attestant du respect ou non par le créancier des conditions contractuelles donnant droit au remboursement de la TVA.





Article 61 : Le titre VI alloué au programme « Elaboration et pilotage de la politique économique » est destiné exclusivement à la restructuration des institutions financières et bancaires ci-dessous :

- Banque gabonaise du développement ;
- Banque gabonaise de l'habitat ;
- Gabon poste.

L'exécution des dépenses visées dans le présent article ne porte que sur les opérations d'apurement des dettes, de restructuration et de gestion des plans sociaux.

Article 62 : A l'exception des autres Comptes d'Affectation Spéciale, le Compte d'Affectation Spéciale « pension » peut être abondé à l'exécution par les crédits du budget général pour couvrir son éventuel déficit.

I- PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS

Article 63 : Les dispositions des articles 62 contenues dans la loi de finances n°026/2016 du 6 janvier 2017 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« **Article 62 nouveau** : Les plafonds d'autorisations d'emplois des ministères, des autorités administratives et des institutions sont globalement arrêtés à **106.095** agents.

La masse salariale indexée à ces effectifs est fixée à sept cent dix milliards (**710.000.000.000**) FCFA.

Le détail de ces plafonds se présente ainsi qu'il suit :

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère (1/2)

Code Ministères	Libellé Ministère	Effectifs	Masse salariale
21	Ministère des Relations avec les Institutions Constitutionnelles, Chargé du Dialogue Politique	169	1 135 645 152
22	Ministère de la Justice, Garde des Sceaux, chargé des Droits Humains	2949	24 360 140 395
23	Ministère de l'Egalité des chances	0	0
25	Ministère des Affaires Etrangères, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale, chargé des Gabonais de l'Etranger	784	9 047 096 311
31	Ministère de la Défense Nationale	21849	154 747 613 110
41	Ministère de la Fonction publique	988	7 239 874 314
42	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Hygiène publique, chargé de la Décentralisation, du Développement local	9329	59 415 515 319
43	Ministère de l'Economie Numérique, de la Communication, de la Culture et des Arts, Porte-parole du Gouvernement	2432	15 356 153 569
45	Ministère de la Réforme de l'Etat	63	515 018 176
51	Ministère du Budget et des Comptes Publics	4966	24 136 719 499
52	Ministère de la Promotion des Petites et Moyennes Entreprises, chargé de l'Entreprenariat National	223	1 249 933 942
53	Ministère de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement	3226	18 846 017 580
55	Ministère de la Promotion des Investissements privés, du Commerce, du tourisme et de l'Industrie	1396	8 241 163 133
61	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, chargé de la mise en œuvre du programme Graine	1485	7 633 127 703
62	Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'environnement, chargé de la Protection et de la Gestion des écosystèmes	2011	10 247 374 242





Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat par ministère (2/2)

Code Ministères	Libellé Ministère	Effectifs	Masse salariale
64	Ministère des Infrastructures, des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire	2832	12 182 392 184
65	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat social et du Logement	1029	4 969 284 317
66	Ministère des Mines	647	4 609 835 686
67	Ministère de l'Eau et de l'Energie	60	630 995 558
68	Ministère du Pétrole et des Hydrocarbures	165	1 209 729 564
71	Ministère des Transports et de la Logistique	1289	7 609 368 081
81	Ministère de l'Education nationale et de l'Education civique	24173	171 814 275 314
83	Ministère de la Jeunesse et des Sports	422	2 865 266 256
84	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation des Cadres	3059	27 808 778 238
91	Ministère de la Santé publique et de la Population	12301	72 024 630 114
92	Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation technique et professionnelle, et de l'Insertion des jeunes	1503	9 122 531 519
93	Ministère du Développement social et Familial, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale	2237	12 247 342 503
Total Ministère		101 587	659 867 903 306

Tableau de plafonds d'autorisations d'emplois de l'Etat (Autorité autonomes et Institutions)

Code Institutions	Libellé Institutions	Effectifs	Masse salariale
11	Présidence de la République	1 607	16 875 667 987
12	Sénat	309	5 530 417 589
13	Assemblée Nationale	400	7 260 151 428
14	Conseil d'État	143	217 296 724
15	Primature	978	6 996 698 473
16	Cour Constitutionnelle	113	2 525 089 357
17	Cour des Comptes	354	2 971 747 098
18	Cour de Cassation	188	2 639 991 133
19	Cour de Sureté	0	0
26	Conseil Économique et Social	89	931 379 963
27	Conseil National de la Communication	93	1 000 856 988
28	Conseil National de la Démocratie	137	1 512 618 557
29	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	48	851 678 235
46	Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	27	480 262 414
47	Médiature de la République	5	13 975 000
48	Commission Nationale de Protection des Données à caractère personnel	17	293 153 748
49	Commission Nationale des Droits de l'Homme	0	31112000
Total Autorités autonomes et/ou Institutions		4 508	50 132 096 694
Total général des emplois des ministères et institutions		106 095	710 000 000 000





Article 64 : La hausse de la masse salariale au sein des établissements publics et assimilés est désormais conditionnée par la preuve de leurs capacités à autofinancer durablement pendant au moins dix ans, l'augmentation des charges de personnel induite par de nouveaux recrutements ou la revalorisation de leur grille salariale.

Les informations visées ci-dessus sont transmises au ministre chargé du Budget en vue d'obtenir son accord explicite.

TITRE II : GARANTIES CONSENTIES PAR L'ETAT

Article 65 : Le Gouvernement ne consent aucune garantie au titre de l'année 2017.

TITRE III : CONVENTIONS DE PRET AVEC LES BAILLEURS DE FONDS

Article 66 : Les dispositions des articles 64 et 65 contenues dans la loi de finances n°026/2016 du 6 janvier 2017 déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2017, sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« **Article 64 nouveau :** Le niveau des nouvelles conventions de prêts projets avec les bailleurs de fonds, y compris les dons, est arrêté à cinquante-huit milliards neuf cent soixante-onze millions cinq cent soixante-quatre mille neuf cent quatre-vingt **(58.971.564.980)** FCFA. »

« **Article 65 nouveau :** Le niveau global des tirages des nouvelles et anciennes conventions, y compris les dons, est arrêté, pour l'année 2017, à neuf cent deux milliards neuf cent millions cinq cent quatre-vingt-neuf mille soixante-trois **(902.900.589.063)** FCFA.

Le détail de ces tirages se présente, en millions de FCFA, ainsi qu'il suit :





Tableau détaillé des tirages sur financements extérieurs

Référence Prêt	Créancier	Libellé projet	Montant
Tirages en cours			227 053 749 083
AFD/SAN/120801A	AFD	RENFORCEMENT DES STRUCTURES SANITAIRES (PNDS II)	3 000 004 200
AFD/SED/115001W	AFD	PROG. INVEST. SECTEUR EDUCATION	11 000 037 000
AFD/REHA-TRANSG	AFD	REHABILITATION TRANSGABONAIS	8 527 441 000
CHINE/EXIM/FARA	EXIMBANK CHINA	ROUTE FORASOL MBEGHA	26 539 621 000
CHINE/EXIM/FORM	EXIMBANK CHINA	CONSTRUCT. 3 CENTRES FORMATION PROFESSIONNELLE	20 189 000 000
CHINE/POG/BOOUE	EXIMBANK CHINA	ROUTE POG OMBOOUE	52 779 594 560
BDEAC/ASSAI/LBV	BDEAC	AMENAGEMENT BASSINS VERSANTS	3 032 465 000
BDEAC/RTEPK5-12	BDEAC	AMENAGEMENT ROUTE PK 5-12	25 000 000 000
BID/GA0047/ASLB	BID	AMENAGEMENT BASSIN VERSANT TERRE NOUVELLE	4 811 689 033
BIRD/INVEST8341	BIRD	PROMO. INVEST. ET COMPETITIVITE	1 904 899 128
BIRD/PAD/8582	BIRD	PROJET APPUI EMPLOYABILITE DES JEUNES	11 282 460 400
BIRD/PROG8564	BIRD	PROG. DVPT INFRASTRUCTURES	11 925 298 260
BIRD/RURAL8535	BIRD	RENF. CAPACITES SERVICES RURAUX	10 000 052 000
BIRD/E-GAB	BIRD	E-GABON	8 219 995 000
BIRD/CAB4+	BIRD	DORSALE TELECOMMUNICATION P. II	6 625 165 700
FIDA/PDAR	FIDA	PROJET DEVPT AGRICOLE RURAL	1 525 100 025
SG/LDC2/PIR	SOCIETE GENERALE	PROJET SECURITE I	5 000 000 000
SG/LDC2SGFRTD4	SOCIETE GENERALE	PROJET SECURITE II	3 690 414 082
SG/LDC2SGF3	SOCIETE GENERALE	PROJET SECURITE III	1 400 468 195
		PROJET: CONSTRUCTION DE LA ROUTE NATIONALE 1- PK12-BIFOUN- FINEX	10 600 044 500
Tirages nouvelles conventions de prêts projets			58 971 564 980
	ICBC	REHABILITATION ROUTES LBV ET PERIPHERIQUES PHASE I	10 168 720 000
	ICBC	REHABILITATION ROUTES LBV ET PERIPHERIQUES PHASE II	15 000 000 000
	CHINA CONSTRUCTION BANK	CONSTRUCTION DU GYMNASE OMNISPORT DE LBV	8 000 000 000
FED	FOND EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT (FED)	AMENAGEMENT BASSIN NZENG-AYONG	4 807 403 000
	Agence Française de Développement (AFD)	ASSAINISSEMENT DE LA VILLE DE PORT-GENTIL	17 999 995 000
BIRD/STAT	Banque Mondiale (BIRD)	DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE	2 995 446 980
Tirages nouvelles conventions de prêts programmes			616 875 275 000
AFD/PP-2017-2018	Agence Française de Développement (AFD)	APPUI BUDGETAIRE 2017-2018	49 196 775 000
BAD/PP-2017-2018	Banque Africaine de Développement (BAD)	APPUI BUDGETAIRE 2017-2018	327 978 500 000
BIRD/PP-2017-2019	Banque Mondiale (BIRD)	APPUI BUDGETAIRE 2017-2018	121 800 000 000
FMI/PP-2017-2019	Fonds Monétaire International (FMI)	APPUI BUDGETAIRE 2017-2018	117 900 000 000
Total tirages sur financements extérieurs			902 900 589 063





TITRE IV : PRETS ET AVANCES

Article 67 : Les prêts, avances et dépôts se présentent ainsi qu'il suit :

Tableau résumé des prêts et dépôts

	LFI 2017	PLFR 2017	Ecart LFI 2017/PLFR 2017	
Prêts et avances	30 500	51 005	20 505	67%
Fonds Souverain de la RG	2 000	26 005	24 005	1200,2%
Compte IMA (Approvisionnement)	28 500	-	- 28 500	-100,0%
Remboursement avances statutaires	-	25 000	25 000	

TITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 68 : Ne sont prises en compte pour paiement que les dépenses budgétaires expressément retracées dans la loi de finances de l'année et ayant été engagées puis ordonnancées, à l'exception des dépenses à caractères imprévisibles et accidentelles.

Article 69 : Les virements au titre de l'exécution de l'année en cours, ne peuvent excéder 2% des crédits ouverts et doivent être immédiatement communiqués pour information au Parlement.

Article 70 : A la clôture des engagements budgétaires, les services compétents du ministère chargé du Budget organisent des conférences de fin gestion.

Ces conférences constatent et arrêtent la liste des dépenses engagées et ordonnancées par programme mais également consolident les restes à payer et les restes à recouvrer.

Les crédits non consommés constatés, résultant de la différence entre les prévisions initiales et les réalisations, font l'objet d'annulation et sont affectés en priorité aux opérations visant la réduction du déficit budgétaire.

Article 71 : Les liquidations font l'objet d'un rapprochement, avant le 31 décembre de l'année concernée, de tous les titres de recette émis pour lesquels il n'est pas constaté d'encaissements. Le niveau constaté et arrêté du montant des restes à recouvrer est retracé dans la loi de règlement.

Article 72 : Les dépenses engagées et ordonnancées qui n'ont pas pu être payées en cours d'exercice sont prises en compte par les restes à recouvrer de l'année concernée.





Article 73 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 74 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat./ . -

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Emmanuel ISSOZE NGONDET

Le Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la
Programmation du Développement Durable ;

Régis IMMONGAULT

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics.

Mathias OTOUNGA OSSIBADJOUO



